



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/DISD/CODI.3/43
6 avril 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité de l'information
pour le développement (CODI)

Addis-Abeba (Éthiopie)
10-17 mai 2003

**Rapport de la troisième réunion du Comité de l'information
pour le développement (CODI)**

Division des services d'information pour le développement

Août 2003

Pour commander des exemplaires du Rapport de la troisième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI), veuillez contacter:

Publications
Commission économique pour l'Afrique
Boîte postale 3001
Addis-Abeba
Éthiopie
Téléphone : +251 1 44 31 68
Télécopieur : +251 1 51 03 65
Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Site Internet: <http://www.uneca.org/disd>

Tous droits réservés

Mise en page: Groupe des publications de la CEA

Toute partie du présent rapport peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Abréviations et acronymes	iii
Introduction	1
A. Séances plénières	2
Participation	2
Ouverture.....	2
Élection du Bureau et organisation des travaux.....	3
Débat introductif, « Information et gouvernance »	3
La décentralisation, l'habilitation des communautés et le rôle de la société civile.....	5
Faciliter une gestion financière publique transparente et l'obligation comptable	7
Impliquer le secteur privé	10
B. Séances des sous-comités	11
Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des Bibliothèques	11
Participation	11
Ouverture.....	12
Élection du Bureau et organisation des travaux.....	12
Rapport d'activité.....	12
Rapport sur les recommandations de CODI II	12
Rapport du Comité technique consultatif africain (ATAC) sur la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique »	12
Rapport sur le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN)	13
Rapport du Réseau des acteurs africains (ASN)	14
Les TIC à l'appui de la gouvernance: possibilités et défis.....	15
Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir.....	15
Ouverture.....	15
Les TIC et la gouvernance.....	16
Nouveautés dans le domaine de l'information et des connaissances	17
Questions diverses.....	20
Adoption du rapport et clôture	20
Sous-Comité de la statistique	20
Participation	20
Ouverture.....	21
Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	21
Statistique et gouvernance.....	21
Rapports de pays	23
Suivi des conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-Comité de la Statistique	24
Le Système de comptabilité nationale de 1993 en Afrique	24
Questions de politiques	25
La création du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique (ABSA).....	25

Rapport du Groupe de travail sur les «Statistiques et la gouvernance»	25
Initiatives régionales et sous-régionales de développement de la statistique en Afrique	26
Activités de la CEA dans le domaine de la statistique.....	27
Rapport sur les activités statistiques de la CEA au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour la période biennale 2004-2005	27
Questions diverses.....	27
Adoption du rapport	27
Sous-Comité de la géo-information	27
Participation	27
Ouverture.....	28
Introduction, organisation des travaux et élection du Bureau.....	28
Géo-information et gouvernance.....	29
Rapports d'activité	30
Autres problèmes soulevés.....	30
Questions de fond.....	31
Questions techniques.....	31
Tendances nouvelles et évolution	32
Questions diverses.....	33
Adoption du rapport et clôture de la réunion	33
C. Reprise des séances plénières	34
Rapports des sous-comités	34
Date et lieu de la prochaine réunion.....	34
Questions diverses.....	34
Adoption du rapport et clôture de la réunion	34
D. Manifestations spéciales et expositions.....	35
E. Liste des annexes	37
Annexe 1. Résolutions de la troisième réunion du Comité de l'information pour le développement.....	37
Annexe 2 : ordre du jour provisoire	49
Annexe 3. Liste des organismes observateurs	53

Abréviations et acronymes

Liste des acronymes

AARSE	Association africaine de télédétection pour l'environnement
ABSA	Conseil consultatif de la statistique en Afrique
ACI	Association cartographique internationale
ACI	Association cartographique internationale
ACOULL	Associations congolaise des utilisateurs des logiciels libres
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
ASN	Réseau des acteurs africains
ATAC	Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique»
AVLIN	Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information
BAfD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BIT	Bureau international du travail
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERSGIS	Centre de services de télédétection et d'information géographique
CIC	Centre d'information aux citoyens
CIDES	Centre d'information et de documentation économique et sociale
CMIA/FAO	Programme extension du Centre mondial d'information agricole
CODI	Comité de l'information pour le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRDI	Centre de recherches pour le développement international Source
CSE	Centre de suivi écologique
DFID	Département du développement international
DGSEE	Direction générale de la statistique et des études économiques
DPS	Direction de la prévision et de la statistique
ENEA	École nationale d'économie appliquée
ENSEA	École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée
ESRI	Institut de recherche pour l'environnement
FAO	Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIG	Fédération internationale des géomètres
FMI	Fonds monétaire international
IDS	Infrastructures de données spatiales
INC	Institut national de cartographie
INIC	Infrastructure nationale de l'information et de la communication
INIIT	Institut international pour les technologies de l'information
ISCGM	Comité directeur international de la cartographie mondiale
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
OACT	Organisation africaine de cartographie et de télédétection
OACT	Organisation africaine de cartographie et de télédétection

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIC	Organisation internationale de la Francophonie
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PDM	Partenariat pour le développement municipal
PDM	Partenariat pour le développement municipal
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariats public-privé
RCMRD	Centre régional de cartographie des ressources pour le développement
RECTAS	Centre régional de formation aux techniques des levés aériens
SEAMIC	Centre de développement minier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
SGDD	Système général de diffusion des données
SIPT	Société internationale de photogrammétrie et de télédétection
TIC	Technologies de l'Information et de la communication

Introduction

Le Comité de l'information pour le développement (CODI) a tenu sa troisième réunion sur le thème "Information et gouvernance", du 12 au 15 mai 2003 à Addis-Abeba, au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Des manifestations spéciales ont précédé la réunion, les 10 et 11 mai, et d'autres l'ont suivie, les 16 et 17 mai. Le Comité de l'information pour le développement est l'un des sept organes subsidiaires de la CEA; il a été créé en 1997 lors de la vingt-troisième session de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. En tant qu'organe subsidiaire de la Commission, il donne des orientations politiques et techniques concernant le sous-programme "Exploiter l'information pour le développement". La Division des services d'information pour le développement est chargée d'exécuter ce sous-programme, qui couvre les domaines ci-après: technologies de l'information et de la communication; développement de la statistique; création et gestion de bases de données; géoinformation et bibliothèques; service de documentation et d'information. L'ordre du jour de CODI III figure à l'annexe II.

A. Séances plénières

Participation

1. Ont pris part à la réunion des représentants des États membres de la Commission suivants : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, les Pays-Bas, le Niger, le Nigéria, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, le Togo, la Tunisie, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.
2. De nombreuses organisations et institutions internationales, nationales et régionales ayant le statut d'observateur ont également pris part à la réunion. Voir l'annexe III pour la liste complète des participants.
3. Des expositions techniques ont été organisées au cours de la réunion.
4. La réunion était organisée en séances plénières et en trois sessions des sous-comités des technologies de l'information et de la communication, de la statistique et de la géo-information.

Ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

5. Au cours de la première séance plénière, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), M. K.Y Amoako, a prononcé une allocution d'ouverture. Dans ladite allocution, il a fait remarquer que la troisième réunion de CODI avait pour thème «L'information pour la gouvernance», thème choisi car le discours qui prévaut en Afrique actuellement est axé sur la gouvernance. Il a insisté sur la nécessité de mettre à la disposition des décideurs, mais aussi du grand public, des sources de savoir et d'information appropriées. M. Amoako a présenté en détails les efforts consentis par la CEA en vue d'élaborer des politiques, des plans de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication ainsi que des plans sectoriels centrés sur la cybergouvernance pour l'efficacité, la transparence et l'obligation redditionnelle. Il a déclaré que l'utilisation par les gouvernements des technologies de l'information et de la communication (TIC) peut apporter des bénéfices à la fois au niveau interne et externe. Au niveau interne, les avantages des TIC sont la motivation des effectifs, un contrôle politique accru et une image publique améliorée. Au niveau externe, les TIC permettent de fournir des services moins coûteux et de meilleure qualité aux usagers. Néanmoins, l'introduction des TIC dans le processus de la gouvernance pose un certain nombre de questions essentielles. Par exemple, les pays sont prêts pour la gouvernance et l'administration en ligne? Ou encore, les infrastructures pour les systèmes de données sont-elles au point? Qu'en est-il des cadres juridiques et institutionnels? Les capacités humaines et technologiques peuvent-elles répondre aux exigences des initiatives de gouvernance en ligne dans chacun des pays? Enfin, la question la plus importante: existe-t-il une réflexion et une direction stratégiques?

M. Amoako a fortement encouragé les participants à proposer, en réponse à ces questions cruciales, un plan d'action et des actions précises que la CEA, les États membres, les partenaires, le secteur privé et la société civile pourraient entreprendre. Il a terminé en souhaitant de fructueuses délibérations aux participants.

6. **Les objectifs de CODI III :** La Directrice de la Division des services d'information pour le développement, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a présenté dans les grandes lignes les objectifs de CODI. Elle a noté que cette troisième réunion abordait des secteurs spécifiques de l'information pour le développement, notamment les technologies de l'information et de la communication, la statistique et la géo-information. Concernant le thème «Information et gouvernance», l'objectif de la réunion était de discuter, pour recommandation à la Commission et aux États membres, de stratégies d'exploitation de l'information aux fins de la bonne gouvernance. CODI III avait également pour objectif d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de CODI II. Cette rencontre devait également améliorer la compréhension des questions et processus relatifs à la gouvernance, identifier les besoins en informations et en connaissances requises pour résoudre les problèmes de gouvernance les plus urgents et proposer des stratégies pour la mise en place de ressources en matière d'information à l'intention de la communauté de la gouvernance.

7. La réunion devait aussi se pencher sur les progrès réalisés par la Commission et les États membres en termes de la mise en œuvre des recommandations de CODI II. La Directrice a ensuite présenté la structure de la réunion.

Élection du Bureau et organisation des travaux: (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Président sortant a informé les participants que les chefs de délégation s'étaient réunis peu auparavant et avaient élu le Bureau de CODI III ainsi composé :

- Président: Ouganda
- Premier Vice-Président: Niger
- Second Vice-Président: Gabon
- Premier Rapporteur: Namibie
- Second Rapporteur: Égypte

9. Les participants ont approuvé le Bureau élu et adopté l'ordre du jour ainsi que l'organisation des travaux tels que proposés par le Secrétariat de la CEA. Aucune modification n'y a été apportée. L'ordre du jour est joint en Annexe II.

Débat introductif, «Information et gouvernance»: (point 3 de l'ordre du jour)

10. Sous ce point de l'ordre du jour, le Professeur Mohammed Salih a fait un exposé intitulé «Gouvernance, information et domaine public». Il a présenté les principaux facteurs qui sous-tendent le débat en cours sur la gouvernance et sa pertinence dans le contexte africain et a souligné les réalisations récentes de l'Afrique en matière d'amélioration de l'image de sa gouvernance politique ainsi que les difficultés rencontrées à cet égard. Il a fait remarquer que, d'après des rapports récents de Transparency International, le continent africain considéré dans son intégralité est beaucoup moins corrompu que certaines des économies en transition avec lesquelles il est en concurrence, pour le commerce et les investissements. Il a souligné que ce type de jugement relativement favorable remettait la norme en cause et portait à croire qu'en s'attachant à promouvoir la bonne gouvernance et à créer la confiance entre les gouvernements et les citoyens grâce à un meilleur accès à l'information, à la transparence et à l'obligation comptable, le continent obtiendrait davantage de résultats qu'en donnant de lui-même l'image d'une région corrompue.

M. Mohammed Salih a présenté en détail le rôle que l'information et les TIC peuvent jouer dans le débat sur la gouvernance et évoqué quatre questions: la gestion financière publique; la gouvernance du secteur privé; la décentralisation; la participation et la capacitation de la société civile.

11. M. J Habib Sy a présenté un exposé sur «Les possibilités et défis des TIC au service de la gouvernance et des populations en Afrique», au cours duquel il a abordé plusieurs questions, notamment la capacité des États de la région à favoriser une gouvernance transparente et responsable. Il s'est également demandé à quel point la démocratie devait être une condition préalable de la gouvernance et a abordé les liens entre la gouvernance concurrentielle et l'usage des TIC au service des personnes. Il s'est demandé si, dans le contexte de la mondialisation, les TIC pouvaient être le moteur du progrès économique et social, et à quel point les processus de développement étaient dirigés par la lutte pour la démocratie ou par les forces du marché. À l'ère de l'information, les TIC étaient-elles l'élément moteur de l'accumulation capitaliste? M. Sy s'est enfin livré à une analyse de l'efficacité et de la transparence des projets, programmes et stratégies d'information et de communication lancés en Afrique ces dix dernières années.

12. M. André Bassole et M. John Githongo ont répondu à l'exposé introductif et ont apporté un éclairage sur la statistique et la géo-information.

13. Lors des discussions qui ont suivi, les participants ont insisté sur les points suivants:

- Il est nécessaire de dégager un consensus sur une définition unique de la bonne gouvernance qui devra couvrir des questions-clés telles que l'implication requise des communautés et des citoyens et les stratégies de décentralisation et d'habilitation, dont le but est la transparence et la démocratie participative. Ces stratégies consistent principalement à mettre les informations gouvernementales à la disposition des autorités traditionnelles. Il faut aussi une politique concernant les données géographiques et que des données géographiques soient disponibles à l'échelon local et national;
- La faiblesse des infrastructures et des capacités institutionnelles, de même que les efforts dispersés dans le domaine de l'éducation et de la formation, sont dûs à l'insuffisance des ressources humaines;
- Bien que les TIC soient le fer de lance du progrès économique et social, les opportunités qu'elles offrent sont méconnues du fait d'un certain nombre de facteurs limitatifs, dont l'analphabétisme, la fracture numérique interne, des cadres réglementaires restrictifs, la pauvreté, la faiblesse de l'infrastructure et l'absence de transparence et d'obligation redditionnelle au sein des structures de gouvernance. De plus, à moins d'améliorer l'infrastructure des télécommunications, les domaines comme la gouvernance en ligne sont condamnés en Afrique;
- La crise financière chronique associée à la libéralisation économique et aux forces du marché, entrave les capacités de l'État à gérer les ressources financières;
- La gestion financière et l'obligation redditionnelle publiques ont été fortement compromises en Afrique à cause de la mondialisation et de son incidence sur la capacité d'un État à diriger la société et l'économie;
- La privatisation n'est pas la panacée pour la restructuration des télécommunications;
- L'accès à une information fiable et actuelle est nécessaire à la bonne gouvernance et des aménagements dans les infrastructures permettront de fournir à moindre coût des

informations et d'encourager la transparence financière dans les secteurs privé et public, la gouvernance du secteur privé et la participation de la société civile.

14. Les participants ont recommandé ce qui suit:

- Renforcer le droit des citoyens à l'information;
- Indexer les variables et établir des comparaisons entre pays;
- Les initiatives menées dans le domaine de la géo-information exigent un partenariat entre les secteurs public et privé;
- Développer l'utilisation de l'information par les États en vue de promouvoir leur autonomie;
- Améliorer les structures chargées de l'obligation redditionnelle.

La décentralisation, l'habilitation des communautés et le rôle de la société civile : (point 4 de l'ordre du jour)

15. Dans son exposé intitulé «La géo-information au service de la décentralisation et de l'habilitation des communautés», M. Mansberger a souligné le potentiel de la géo-information en matière de décentralisation et d'habilitation des communautés. Il a abordé différentes questions relatives à la gestion de l'information géographique, à savoir les utilisateurs de la géo-information, les données nécessaires aux processus de prise de décisions en rapport avec la terre et les nouvelles possibilités en termes d'acquisition et de distribution des données géographiques. Il a également énuméré divers impératifs et recommandations afin de garantir l'appui crucial de la géo-information à la décentralisation et à l'habilitation des communautés.

16. M. Assefa Admassie a présenté le deuxième exposé, «Les TIC pour une décentralisation effective: résultats préliminaires des études pilotes menées dans des *woredas* (districts) en Éthiopie», dans lequel il a partagé les conclusions d'une étude portant sur les TIC et la décentralisation en Éthiopie. Prenant en considération les limites de la forme centralisée de l'administration publique, le Gouvernement éthiopien s'est lancé dans un plan ambitieux de décentralisation qui accorde un rôle important aux *woredas* dans le processus de planification et de prise de décision.

Ladite étude visait à déterminer les besoins en information et en communication des institutions publiques dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation au niveau des *woredas*. Elle examine aussi la circulation de l'information et la communication entre les communautés et les institutions publiques et contient des suggestions quant au type d'informations et d'applications technologiques requises pour créer un impact positif sur le développement social et économique des *woredas*. L'étude a abouti aux recommandations suivantes:

- Développer les capacités humaines;
- Mettre en place un nouveau système d'administration et de gestion;
- Identifier et appliquer les TIC et autres systèmes d'information dans les communautés et les stations de radio locales;
- Planifier et mettre en œuvre des applications TIC pertinentes;
- Améliorer et développer l'infrastructure des TIC;
- Favoriser la croissance de l'industrie des logiciels et du matériel informatique en Éthiopie;

- Développer des partenariats public-privé en vue d'études conjointes.

17. Dans son exposé intitulé «Les TIC au service de la gouvernance traditionnelle: étude de cas de la chefferie, de la gouvernance et du développement au Ghana», Mme Irene Odotei a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités et les compétences des acteurs traditionnels clefs de la gouvernance pour leur permettre d'utiliser les TIC au sein des institutions de la chefferie. Son exposé traitait de la tenue des archives, de la gestion, de la facilité d'accès et de la codification, de la présentation et de la diffusion appropriées du savoir autochtone. Mme Odotei a également dit que la mise en réseau et la connectivité étaient nécessaires pour le suivi, l'échange des expériences, de l'information, du savoir et des connaissances spécialisées.

Elle a souligné dans sa présentation que le savoir traditionnel étant basé sur la transmission orale, l'observation et l'expérience de tout un chacun, il suscite beaucoup de désaccords et de différends qui mènent à des litiges, conflits armés et parfois, la mort. Les TIC serviraient à organiser les archives, permettant ainsi de réduire l'intensité des conflits.

18. M. François Paul Yatta a parlé du «Programme ECOLOC» qui contribue à la décentralisation des informations socioéconomiques. Il a avancé que la création de tableaux d'indicateurs économiques au niveau des communautés locales ne profitait pas uniquement aux processus de décentralisation mais était importante au niveau national.

19. Les participants ont abordé les questions centrales suivantes:

- Il est certes nécessaire d'intégrer les autorités traditionnelles dans le processus de démocratisation mais l'absence de codes, normes et indicateurs précis ainsi que l'absence de capacitation et de participation des communautés est un obstacle à la bonne gouvernance aux échelons local, national, sous-régional et continental qui rend difficile la définition approfondie de la bonne gouvernance. Des données statistiques sur les TIC et la géo-information sont les clefs de la bonne gouvernance.
- La gouvernance politique ne peut s'améliorer alors que les conditions socioéconomiques de la majorité des peuples africains se dégradent. La bonne gouvernance doit être considérée comme l'un des piliers de la gestion des ressources nationales en vue du développement durable.
- La croissance et le développement rapides ne peuvent pas être atteints sans décentralisation, sans circulation effective de l'information, sans transparence, sans bonne gestion et sans obligation redditionnelle. La préservation, la présentation et la diffusion du savoir autochtone doivent être intégrées dans des structures de bonne gouvernance.
- M. Assefa Admassie a précisé que l'étude pilote en Éthiopie avait porté sur quatre woredas choisis dans les États régionaux d'Addis-Abeba, de l'Orominya et de Benshangul-Gumuz. Les districts choisis ont ensuite été classés en trois niveaux : rural, semi-urbain et urbain. Au nombre des administrations visitées pour les besoins de l'étude, on compte des bureaux administratifs, des administrations des finances, de la santé, de l'agriculture et de l'éducation et des services de police. Il a ajouté que son exposé n'était qu'un résumé centré sur les objectifs, méthodologies, et problèmes généraux observés lors de l'étude.

- Des commentaires ont été faits quant au système de gouvernement hybride du Ghana qui intègre à la fois le modèle occidental et la forme traditionnelle. Les participants ont remarqué que l'institution de la chefferie est protégée par la Constitution actuelle du Ghana. Le projet basé sur la chefferie vise à développer et à promouvoir la recherche et le savoir partant du constat que la chefferie est l'une des institutions les plus enracinées de l'héritage culturel ghanéen.

20. Les mesures recommandées:

- Établir des codes, des normes et des indicateurs de bonne gouvernance aux niveaux local, national, sous-régional et continental sur la base de mécanismes participatifs et multidisciplinaires partant de la base vers le sommet;
- Renforcer les capacités d'utilisation des TIC au sein de la chefferie traditionnelle au bénéfice des acteurs de la gouvernance traditionnelle en vue de les intégrer au processus de gouvernance moderne du Ghana;
- Réseautage et connectivité pour le suivi, et l'échange de données d'expérience et d'information ainsi que pour la promotion du savoir et des connaissances spécialisées.

Faciliter une gestion financière publique transparente et l'obligation comptable: (point 5 de l'ordre du jour)

21. Dans son exposé intitulé «Projet IDEAL d'interconnexion et de développement de l'administration en ligne», M. Momar Aly Ndiaye a insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes d'information efficaces pour les bureaux administratifs publics. Des applications de téléphonie, de messagerie électronique, de gestion des contrats et de programmation permettraient au personnel administratif de travailler en réseau et d'améliorer ses capacités d'organisation tout en réduisant considérablement les frais de télécommunications. On pourrait ainsi envisager le partage des dossiers interministériels et la production d'indicateurs de performance informatisés aux fins du suivi des activités gouvernementales. M. Ndiaye a fait remarquer que la première phase du projet IDEAL consistera à mettre progressivement en place l'interconnexion et à développer l'administration en ligne, comme suit:

- La première année, le projet sera localisé dans les cabinets ministériels, le cabinet du Président de la République, du Premier Ministre et à l'Assemblée Nationale;
- L'infrastructure réseau et serveurs sera renforcée dans les ministères;
- Les départements ministériels seront interconnectés par le biais de l'infrastructure des télécommunications qui constituera l'épine dorsale de l'Intranet;
- Des applications transversales seront déployées par l'Intranet gouvernemental en vue de la fourniture de services de base tels que la téléphonie, la messagerie électronique et la navigation sur le Web;
- Un cadre de concertation sera créé et impliquera le comité de pilotage du projet, ainsi que les acteurs principaux de l'administration des plans de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication.

M. Aly Ndiaye a encore mis en avant les aspects qui ont guidé la conception et la mise en œuvre de diverses composantes de l'Intranet:

- Les services et applications Intranet se devaient d'être faciles à utiliser et à gérer;
- La technologie choisie devait être souple et répondre aux besoins spécifiques des services administratifs publics.

22. M.K.M Baharul Islam a donné une conférence sur «Le gouvernement à l'ère de l'information: succès de la gestion en ligne des dossiers cadastraux et des recettes en Inde». Il a présenté trois exemples:

- a) Karnataka: *Bhoomi*, (la terre). Le Département des recettes publiques de Karnataka a informatisé 20 millions de dossiers de propriété foncière concernant 6,7 millions de paysans dans cet État. La prochaine étape est la mise en ligne des dossiers dans les villages au moyen de bornes Internet rurales. Les fonctionnaires du cadastre ont fait part d'une augmentation de 50% du nombre des demandes de mutation présentées au Département. Cette augmentation semble montrer que le nouveau système est massivement accepté.
- b) Himachal Pradesh : *Lokmitra*, (les amis du peuple). Par le passé, toute personne qui souhaitait voir ses terres abornées devait en faire la demande auprès du Département des recettes publiques et attendre plusieurs mois, voire plusieurs années, l'aboutissement du processus. A l'heure actuelle, il suffit de se rendre dans le Centre d'Information aux Citoyens (CIC) le plus proche pour les réclamations ou demandes d'abornement moyennant des frais s'élevant à 10 roupies (0,2 dollars des États-Unis). Le gouvernement prévoit d'élargir le programme *Lokmitra* en y ajoutant la création d'emplois pour les jeunes des zones rurales, l'accélération du développement rural et l'apaisement des griefs de la population rurale.
- c) District d'Haryana Rewari. L'informatisation du cadastre a débuté en 1990 et 1991 sous la forme d'un projet pilote dont le coût initial s'élevait à 2,15 millions de roupies (45 000 dollars des États-Unis) mis en place en collaboration avec le centre national d'informatique. Les 412 compilations du cadastre (*Jamabandies*) des trois sous-divisions sont à présent informatisées. Des centres d'informatisation existent au sein des trois bureaux de sous-division (*Tehsil*) et des exemplaires des documents cadastraux sont remis au public sur demande par le commis et le comptable des recettes publiques responsables de ces centres.

Enseignements tirés et défis relevés:

- L'entrée de données a été problématique car les registres cadastraux tenus par des employés des villages étaient erronées. Dans le projet pilote, l'entrée de données était assurée par des agences privées.
- Des séminaires d'information et des réunions consultatives se sont tenus en présence des agents sur le terrain, soulignant que ces derniers devaient rester en charge des enquêtes sur le terrain.
- Les cadres occupant les postes politiques clés ont été impliqués dans le projet, manifestant un vif intérêt pour l'informatisation.
- Le système de suivi doit être renforcé car il constitue une pièce maîtresse de la réussite de ce projet.
- Les partenaires de la planification du développement doivent être davantage sensibilisés à la mise en œuvre du projet.

- La numérisation des cartes topographiques cadastrales doit être entreprise.
- Mise en réseau du système à différents niveaux pour permettre la navigation des données entre le district et l'état, puis vers le Centre par le biais de NICNET.

23. M. Raul Suarez a présenté son exposé «Statistiques et indicateurs dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance: le programme METAGORA». Le projet Méthodes et outils d'évaluation de la gouvernance au moyen du suivi et de l'analyse (METAGORA) est un projet pilote sur deux ans, allant de 2003 à 2005. Il vise à développer et à éprouver les méthodes, outils et indicateurs statistiques qui serviront à évaluer les droits de l'homme et la gouvernance dans leurs diverses dimensions, notamment l'obligation redditionnelle, le développement distributif et la démocratie participative. Le but est de mettre en commun les compétences spécialisées d'organisations et de personnalités de premier ordre au Nord comme au Sud et d'exploiter les démarches et méthodes de travail pluridisciplinaires qui permettent de concevoir des indicateurs et d'ajuster les analyses quantitatives et qualitatives en vue d'un suivi centré sur les politiques. Concrètement, les retombées dudit projet sont:

- Un rapport sur la pertinence et la cohérence de quelques indicateurs gouvernementaux cibles et l'analyse développée et mise à l'essai lors des opérations sur le terrain;
- Un manuel détaillé sur les mesures utilisées afin d'évaluer la situation des droits de l'homme et la gouvernance;
- Un répertoire en ligne des activités et initiatives en cours sur le terrain;
- Un rapport analytique relatif aux concepts et à la pertinence opérationnelle du travail.

24. M. Khaled Marzouk a fait un deuxième exposé intitulé «Les TIC à l'appui de la gestion financière publique: le cas de la Tunisie». Il s'est intéressé à certains éléments de l'utilisation des TIC et de la gouvernance au sein du ministère des finances tunisien qui reposent sur une démarche de mise en œuvre progressive des TIC et sur un engagement politique, des estimations appropriées des coûts, des étapes de validation, un lancement et une réalisation prudents et la gestion du projet. Les autres aspects sont les suivants:

- Les systèmes d'exploitation:
 - **RAFIC**: Rationalisation de l'action fiscale et comptable (Fonction de base du système) qui est actif depuis 1987 et qui est centralisé depuis 1993;
 - **SINDA – 2000**: Système d'information douanière;
 - **ADEB – 2000**: Aide à la décision budgétaire;
 - **SIADE**: Gestion de la dette extérieure;
 - **TGT** – Trésorerie générale de Tunisie;
- Les nouveaux systèmes d'exploitation:
 - **SADEC**: Système d'aide au contrôle fiscal;
 - **AMED**: Aide à la préparation du budget;
 - **GEDE**: Gestion électronique de documents enregistrés, télédéclaration fiscale, dématérialisation, amélioration de la qualité des rapports et traitement par lots.

Outre la consolidation et la sécurisation des systèmes d'information, des directives ont été développées pour des projets à venir. Des éléments supplémentaires ont aussi été mis en place:

- Développement du concept d'administration communautaire;

- Adoption de logiciels libres;
- Achèvement du programme de mise à niveau de l'administration (arabisation de tous les systèmes);
- Achèvement de l'édification du réseau national des finances.

L'orateur a ajouté que lors de l'intégration des nouveaux systèmes aux anciens, les problèmes d'interconnexion ont été surmontés et que la durée de vie de chaque logiciel était devenue renouvelable.

25. Les participants ont convenu que le manque de procédures et de manuels normalisés, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les déficiences de l'acquisition et du stockage des données, le manque d'infrastructures des TIC et les insuffisances des partenariats entre le public et le privé posaient problème. Il fallait également développer les capacités en ressources humaines, de même que la formation à court et à long terme sur l'information et la gestion de l'information.

Impliquer le secteur privé (point 6 de l'ordre du jour)

26. Quatre présentations ont été faites:

- «Partenariat entre le public et le privé en matière de développement de la géo-information: possibilités et difficultés»;
- «Alignement numérique de l'Afrique –travailler avec le secteur privé pour appliquer des solutions d'administration électronique novatrices axées sur les objectifs de développement de l'Afrique»;
- «Le rôle du secteur privé: public/privé, un mariage de raison»;
- «Bonne gouvernance et information statistique: un défi pour le secteur privé».

Dans sa présentation intitulée «Partenariat entre le public et le privé en matière de développement de la géo-information: possibilités et difficultés», M. Samuel Aboa a présenté en détail les partenariats public-privé (PPP) et s'est étendu sur leur historique et leurs avantages. Il a également présenté des études de cas et a souligné que la transparence, la volonté politique, la communication entre toutes les parties prenantes et la participation du secteur public sont la clé de la réussite des PPP. Il a aussi souligné que les PPP étaient de nature collaborative et axée sur les processus, et évoqué les possibilités de partenariat entre le secteur public et le secteur privé en géo-information ainsi que les opportunités et les réussites en matière de géo-information.

Dans son exposé intitulé «Alignement numérique de l'Afrique – travailler avec le secteur privé pour appliquer des solutions d'administration électronique novatrices axées sur les objectifs de développement de l'Afrique», Mme Otema Yrienki a dit que le terme «alignement numérique» illustre la nécessité d'une méthode de collaboration structurée dans la conception et la mise en œuvre de solutions de gouvernance et d'administration en ligne. Elle a également situé l'Afrique par rapport à l'administration en ligne indiquant les méthodes d'administration en ligne applicables en Afrique, et les questions et facteurs clés pour la mise en œuvre et le succès de leur application.

M. Kamel Labidi a présenté «Le rôle du secteur privé: public/privé, un mariage de raison», exposé dans lequel il a proposé une définition de la bonne gouvernance et expliqué en détail pourquoi la relation public/privé est un mariage de raison. Il a également insisté sur le dilemme des décideurs dans

le partenariat entre secteur public et secteur privé, surtout en matière de ressources humaines, ressources financières et risques technologiques.

La présentation intitulée «Bonne gouvernance et information statistique: un défi pour le secteur privé» a accordé une large place à la bonne gouvernance pour les statistiques officielles et la qualité des informations financières produites par les entreprises.

Des discussions qui ont suivi sont ressorties ces recommandations :

- Une augmentation du nombre de participants du secteur privé a été notée lors des différentes réunions de CODI. Il faudrait faire en sorte que cette participation soit plus importante lors de CODI IV.
- Il faut créer un cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé (PPP) pour l'Afrique.
- Le secteur privé devrait jouer un rôle dans la production statistique et faire appliquer les opérations de recouvrement des coûts dans ses relations avec les entreprises publiques.
- Il faut planifier les activités relatives à la gouvernance et faire fonctionner le secteur public comme une entreprise afin de le rendre compétitif.
- Il faut renforcer les institutions africaines, par la revitalisation des archives nationales notamment.
- Il faut standardiser l'accès aux données institutionnelles, par l'intermédiaire de commissions indépendantes.
- Il faut refondre le partenariat existant entre le secteur privé et le secteur public en matière de TIC.

B. Séances des sous-comités

Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques (point 7 de l'ordre du jour)

Participation

27. Ont participé à la réunion du Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques, des délégués et des observateurs venus du continent africain et d'ailleurs.

28. Le Sous-Comité s'est réuni du 12 au 15 mai 2003. Les 10 et 11 mai, le Réseau des acteurs africains (ASN), l'Équipe spéciale des Nations Unies sur les TIC et le Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) se sont réunis et des ateliers ont été organisés sur les aspects techniques de la constitution de bibliothèques numériques et de réseaux d'information ainsi que sur l'utilisation de logiciels tombés dans le domaine public, pour améliorer l'administration publique en Afrique. Un forum des médias sur la Société de l'information s'est tenu les 16 et 17 mai 2003. Les rapports de ces ateliers sont disponibles sur le site Web de la CEA (<http://www.uneca.org/aisi>).

Ouverture (point 7.1 de l'ordre du jour)

29. Le Président sortant a déclaré la réunion ouverte. Ensuite, le Directeur de la Division des services d'information pour le développement a prononcé un discours d'ouverture, suivi de l'allocation du Président.

Élection du Bureau et organisation des travaux (point 7.2 de l'ordre du jour)

30. Le Président sortant, représenté par le délégué du Malawi, a ouvert la réunion et a dirigé l'élection du nouveau Bureau, composé comme suit:

- Président: Rwanda
- Vice-Président: Zambie
- Rapporteur: Mauritanie

31. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés.

Rapport d'activité (point 7.3 de l'ordre du jour)

32. Des exposés ont été faits sur les progrès réalisés dans plusieurs domaines, depuis CODI II. La séance a été clôturée après une série de questions et réponses.

Rapport sur les recommandations de CODI II (point 7.3.1 de l'ordre du jour)

33. Le document intitulé «Rapport sur les activités de suivi des recommandations de CODI II» a fait ressortir la suite que la CEA a donnée aux recommandations de la deuxième réunion du Comité de l'information pour le développement. La Commission a mené des activités dans trois domaines: renforcement des capacités de gestion et d'application des ressources de la géo-information (en particulier les infrastructures nationales de données spatiales); sensibilisation à l'information géospatiale; mise en place d'un mécanisme interne permettant de rechercher et de localiser des collections de données spatiales sur l'Afrique qu'utiliseront tous les chercheurs et les décideurs. Ce mécanisme fournirait aux États membres le moyen de faire connaître leurs ressources en données spatiales. Le rapport a montré que la CEA avait renforcé son partenariat et sa collaboration avec des initiatives et institutions internationales, régionales et nationales œuvrant pour le développement de la géo-information en Afrique. Elle l'a fait concrètement à l'occasion de conférences, séminaires et ateliers, dans le cadre d'études menées sur des questions techniques et de politique, de la diffusion d'informations, de la fourniture de services consultatifs et dans le cadre de la coopération et du partenariat au niveau international.

Rapport du Comité technique consultatif africain (ATAC) sur la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» (point 7.3.2 de l'ordre du jour)

34. Après une minute de silence observée à la mémoire de feu Mamadou Guèye, ancien Président d'ATAC II, un rapport a été présenté sur le Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique». Le secrétariat a fait une proposition sur les rôles éventuels des membres du Comité consultatif, compte tenu de leurs domaines de compétence. Outre le fait qu'elle invite les membres d'ATAC à participer activement aux forums de discussion, réunions et

autres activités de partage des connaissances, la proposition met l'accent sur le lancement d'une série d'échanges intitulée Société de l'information en Afrique pour le développement. Les sujets proposés englobent la politique et l'infrastructure, le langage, la parité hommes-femmes, la société civile, les médias, l'éducation, la santé, le secteur privé et la diaspora.

Les membres du Comité ont accueilli avec satisfaction la proposition de travailler en ligne et ont discuté de la façon dont ils pourraient relever le défi des thèmes précis qui ont été proposés, compte tenu de l'expertise de chaque membre d'ATAC. Les recommandations suivantes ont été proposées:

- Chaque membre sera chargé de coordonner des domaines thématiques précis et tous les membres devront contribuer à la production de la série;
- La CEA détiendra les droits d'auteur de toute la documentation issue de la série;
- Un plan d'action pour la mise en oeuvre de la proposition devrait être élaboré et chaque membre devrait apporter sa contribution avant la première semaine de décembre 2003. (Thandi Mbvundula a accepté de coordonner cet aspect);
- Toute une série d'incitations devraient être fournies. Les activités seraient liées à la mise en place du Réseau international de ressources pour le développement en ligne (IeDRN) et du Centre pour la connectivité en Afrique, qui sont des propositions de projets de collaboration entre la CEA et le Gouvernement canadien;
- Un modèle de relais, élément essentiel du processus, devrait être élaboré (Otema Yirenkyi en a produit une ébauche).

Rapport sur le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) (point 7.3.3 de l'ordre du jour)

35. Un deuxième document intitulé «Rapport d'activité sur le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN)» a été distribué. Le Réseau AVLIN doit permettre à la CEA d'exploiter avec plus de précision l'information pour les activités de développement en Afrique. Ses activités principales sont la mise en réseau, le partage et les échanges de connaissances et d'informations. Il a été conçu comme:

- Un réseau de ressources et de services d'information et de savoir sur l'Internet;
- Un réseau de bibliothèques virtuelles et d'échanges de connaissances relatives aux questions de développement de l'Afrique;
- Une «passerelle des passerelles» pour accéder à des sources d'informations concernant des problèmes de développement particuliers pour lesquels la CEA a une mission régionale et pour lesquels elle exerce des fonctions de plaidoyer auprès de ses États membres;
- Une plate-forme et un centre d'échanges de connaissances et d'informations entre chercheurs et décideurs.

Le développement futur du Réseau AVLIN dépendra de l'appui des organisations de développement et de la collaboration active des institutions participantes. Il faudrait que ces dernières disposent de moyens appropriés en termes d'engagement institutionnel, de ressources humaines, d'équipements et autres ressources physiques, pour contribuer au développement du Réseau et en bénéficier. Pour les trois prochaines années, les activités du Réseau seront axées sur:

- La constitution de ressources d'information et de savoir;
- Le renforcement des capacités;
- Le plaidoyer au sein des bibliothèques;
- Les appels de fonds et les questions de viabilité.

36. Les participants ont reçu la «Déclaration de Bamako 2002», qui est l'aboutissement de quatre ateliers et consultations tenus dans le cadre des activités organisées avant la Conférence de Bamako. Sur la base des conclusions des ateliers et des discussions en séance plénière, la Conférence régionale africaine a adopté la Déclaration.

Rapport du Réseau des acteurs africains (ASN) (point 7.3.4 de l'ordre du jour)

37. Les participants ont également reçu un «Rapport du Réseau des acteurs africains (ASN)». Le Réseau vise à optimiser les cadres de partenariat et de partage de ressources avec les réseaux du continent qui se consacrent aux TIC pour le développement et à tirer parti de l'expérience des institutions régionales et internationales. Au niveau national, il s'efforce de renforcer les capacités en TIC pour le développement, au sein des pouvoirs publics, des décideurs, de la société civile, du secteur privé et des professionnels des TIC. Il permettra également de mobiliser des acteurs pour s'attaquer aux lacunes et contraintes en matière d'orientation et de stratégies concernant les activités de l'Équipe spéciale de l'ONU sur les TIC et la mise en oeuvre de son plan d'action.

38. Les participants ont discuté des présentations et recommandé les mesures suivantes:

- Il convient d'adresser par écrit au Bureau de Bamako des recommandations concernant les préparatifs africains du Sommet mondial sur la société de l'information, en général, et la participation des femmes et des organisations de la société civile (OSC), en particulier;
- Il est nécessaire, notamment dans le contexte du projet AVLIN, de prendre en considération la tradition orale africaine, en se référant aux langues, aux connaissances et contenus locaux, étant donné la grande richesse des informations inexploitées au sein des communautés africaines;
- Il faudrait réexaminer l'état d'avancement des consultations nationales sur les stratégies en matière de TIC et établir un lien avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Sommet mondial sur la société de l'information;
- Il y a lieu de faire le point sur les indicateurs de TIC, dans le cadre de la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement;
- Il faudrait examiner les modalités opérationnelles d'utilisation du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (ATAC), du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) et des organisations de la société civile, pour fournir une assistance aux États membres;
- Il conviendrait de définir des indicateurs de performance pour la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique»;
- Il faudrait assurer une participation équilibrée de la société civile aux opérations concernant l'Initiative "Société de l'information en Afrique" aux niveaux régional et sous-régional;
- Il faudrait mettre en place et renforcer l'infrastructure permettant d'améliorer les capacités institutionnelles et d'accès;
- Il est important de promouvoir les systèmes de géo-information;

- Il est nécessaire d'établir des bases de données africaines fiables et complètes sur les questions liées aux TIC.

Les TIC à l'appui de la gouvernance: possibilités et défis (point 7.4 de l'ordre du jour)

39. Le débat sur les défis et les questions qui ont été évoqués dans le discours liminaire et lors de la table ronde sur le thème: «Information et gouvernance» a abouti aux recommandations suivantes:

- Les pays africains devraient adopter comme outil important de promotion des TIC et de la bonne gouvernance, des logiciels tombés dans le domaine public;
- Il faudrait que tous les acteurs participent à la formulation, à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et plans relatifs aux TIC, ce qui en soi représente un mécanisme de bonne gouvernance;
- La CEA devrait promouvoir le dialogue entre les organisations de la société civile, les pouvoirs publics, les organisations internationales et le secteur privé, sur les stratégies et plans relatifs aux TIC et faire en sorte que toutes les parties prenantes y participent;
- Il faudrait promouvoir la gouvernance en ligne aux niveaux macroéconomique et social;
- Il conviendrait d'utiliser systématiquement des systèmes d'information dans la prise de décisions et la décentralisation des services et des ressources;
- Il faudrait créer des fonds spéciaux en faveur des systèmes éducatifs compétitifs qui appuient les TIC et la gouvernance;
- Il est indispensable de mener une évaluation approfondie des programmes d'ajustement structurel (PAS) et de leurs incidences sur les performances économiques, les conflits armés et la faiblesse de l'infrastructure des TIC;
- Il conviendrait de redéfinir la notion de renforcement des capacités afin d'y inclure la participation des femmes.

Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir (point 7.5 de l'ordre du jour)

Ouverture (point 7.5.1 de l'ordre du jour)

40. En collaboration avec le secrétariat de l'Alliance mondiale pour le savoir, diverses initiatives et activités liées aux TIC dans le domaine de la gouvernance ont été présentées au cours de la Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir. Avant la clôture de chaque séance, un débat général a eu lieu sur les présentations. Les participants ont reçu les documents suivants:

- Résumé des discussions électroniques menées dans le cadre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» sur les TIC et la gouvernance;
- «Réflexion préliminaire sur le lancement d'un plan d'action africain sur la gouvernance en ligne»;
- «Stratégies électroniques en Afrique: politiques, plans et stratégies de TIC aux niveaux national, sectoriel et régional»;
- «Genre et gouvernance des processus de TIC, Dakar, Sénégal», par Marie-Hélène Mottin Sylla;
- «E-Pol-Net: Digital Opportunities for Africa», par Raymond Lepage et Richard Bourassa;

- «Rapport sur les indicateurs des technologies de l'information et de la communication et leur impact au niveau national».

41. Les exposés ont inclus: une présentation multimédia de l'Alliance mondiale pour le savoir: «Les TIC comme plate-forme de développement»; «Leçons tirées de l'expérience asiatique»; des présentations sur certains pays édifiant une infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC); «Résultats de l'étude sur la politique et la réglementation des télécommunications en Afrique», par Gaston Zongo.

42. Les exposés sont résumés ci-après.

L'exposé intitulé «Les TIC comme plate-forme de développement» a porté sur la demande (gouvernements, société civile, secteur privé, acteurs du développement) et l'offre (organismes de développement, organisations internationales, organismes de financement et organisations financières).

L'exposé intitulé «Leçons tirées de l'expérience asiatique» a mis en relief les résultats du programme du PNUD sur les TIC et la gouvernance, en matière de réforme du secteur public. Certains des enjeux de ce programme étaient, entre autres, le consensus politique, la volonté de la communauté d'accepter les changements, sa capacité d'adaptation et la participation de tous les acteurs concernés. La médiocrité de l'infrastructure constitue un autre défi.

Les TIC et la gouvernance (point 7.5.3 de l'ordre du jour)

Une deuxième présentation a porté sur les TIC et la gouvernance dans des pays édifiant une infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC) et a mis en relief le réseau étendu du Gouvernement malawien et le rôle que les TIC jouent dans l'amélioration de la gestion financière. Le projet gambien de mise en place d'un modèle de gouvernance en ligne dans le cadre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" vise à accentuer la responsabilisation et la participation des citoyens et à renforcer l'utilisation des TIC pour la gouvernance.

Les participants ont été invités à discuter du document intitulé «Réflexion préliminaire sur le lancement d'un plan d'action africain sur la gouvernance en ligne» et à communiquer leur contribution au Bureau de Bamako 2002, afin d'enrichir le projet de plan d'action. La date limite de soumission de ces contributions a été fixée au 31 mai 2003.

La CEA a présenté un rapport d'activité sur la mise en place d'infrastructures nationales de l'information et de la communication (INIC). Le rapport a insisté sur les stratégies nationales, sectorielles et régionales, les processus, les résultats, les leçons tirées des expériences, les partenariats et la voie à suivre. Quelques pays édifiant une infrastructure nationale de l'information et de la communication ont été mis en relief:

- **Burundi:** stratégie nationale, sensibilisation, possibilités, défis et enseignements tirés;
- **Ghana:** justification d'une stratégie nationale, analyse de situation, cadre, politique, plan, attentes et mise en œuvre;
- **Namibie:** études de référence, élaboration d'une politique et présentation au Parlement pour adoption;

- **Afrique centrale:** infrastructure, initiatives régionales concernant les TIC, mise en place des infrastructures nationales de l'information et de la communication;
- **Sénégal:** genre, gouvernance et TIC et, en particulier, sensibilisation des femmes rurales aux TIC.

Dans sa présentation intitulée «Résultats de l'étude sur la politique et la réglementation des télécommunications en Afrique», M. Zongo a présenté les objectifs, le contexte et les conclusions de l'étude. Il a insisté sur le manque d'indépendance des responsables de la réglementation, le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'octroi des licences et la nécessité de protéger les intérêts des consommateurs. D'autres présentations ont été faites, comme celles intitulées: «E-Pol-Net: un modèle de partenariat unique» et «Études nationales de référence dans le cadre du projet Scan-TIC».

43. Mesures recommandées:

- En vue de diffuser des informations, l'Alliance mondiale pour le savoir devrait examiner les possibilités offertes par la radio, qui est largement utilisée en Afrique par la société civile pour atteindre les populations à la base;
- Les pays africains ne devraient pas se cantonner dans le rôle de consommateurs des TIC, mais devraient aussi en être des producteurs;
- Il faudrait renforcer les stratégies consistant à faire des TIC un catalyseur du développement socioéconomique et un secteur devant permettre de créer des emplois et de contribuer au développement de l'économie en général;
- À elles seules, les TIC ne peuvent pas résoudre tous les problèmes, mais associées à des facteurs clefs de succès, elles peuvent avoir l'impact souhaité sur le développement;
- Il convient de sensibiliser les gouvernements aux nouvelles tendances en matière de TIC;
- Il faudrait renforcer les capacités des femmes pour la prise de décisions à un niveau élevé;
- Il faudrait promouvoir l'utilisation des langues locales sur l'Internet;
- Il conviendrait de lier les infrastructures nationales de l'information et de la communication aux cadres réglementaires des télécommunications en Afrique;
- Les États membres doivent veiller à rétablir l'indépendance des responsables de la réglementation et à appuyer l'harmonisation des cadres réglementaires;
- La CEA devrait faire connaître aux parties prenantes en Afrique, l'Initiative E-Pol-Net;
- La CEA devrait se pencher sur la prise en compte de la parité hommes-femmes et mettre au point des indicateurs permettant de collecter des données ventilées par sexe dans le domaine des TIC;
- Il faudrait étendre le projet Scan-TIC à d'autres pays africains;
- Il faudrait réexaminer les indicateurs des TIC à la lumière des Objectifs du Millénaire pour le développement et aborder explicitement ces Objectifs dans le cadre du développement des infrastructures nationales de l'information et de la communication.

Nouveautés dans le domaine de l'information et des connaissances (point 7.5.4 de l'ordre du jour)

44. Documents reçus:

- «La valeur des services bibliothécaires pour le développement» (E/ECA/DISD/CODI.3/16);
- «Le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique» (E/ECA/DISD/CODI.3/26);

- «Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques en 2002 – 2003 et programme de travail pour l'exercice biennal 2004 – 2005» (E/ECA/DISD/CODI.3/4).

«La valeur des services bibliothécaires pour le développement» et le «Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques en 2002 – 2003 et programme de travail pour l'exercice biennal 2004 – 2005» ont été reçus à cette séance, ainsi qu'une mise à jour sur le projet AVLIN. Les principales questions qui ont été soulevées à cette séance sont les suivantes:

- La nécessité de former un réseau qui relie les pays en développement et les pays développés et qui garantit le développement de services d'information qui soutiennent les politiques d'équité et l'amélioration de la qualité de vie de tous;
- Les bibliothèques servent de passerelles vers le savoir et la culture, en donnant accès aux informations, aux idées et aux œuvres de l'imagination, sous des formats divers;
- Les bibliothèques devraient apporter à tous un appui essentiel à la formation permanente, à la prise de décisions indépendante et au développement culturel;
- Les bibliothèques permettent d'améliorer les capacités de formation et l'aptitude à vivre en société, qui sont indispensables dans une société de l'information et pour assurer une participation soutenue dans toute démocratie;
- Les bibliothèques permettent de renforcer l'habitude de la lecture et l'initiation à l'information;
- Les bibliothèques contribuent au développement et au maintien de l'indépendance intellectuelle, en donnant un accès impartial à l'information;
- Les bibliothèques permettent de corriger l'inégalité en matière d'information que reflètent le gouffre grandissant dans ce domaine et le fossé numérique;
- Les bibliothèques utilisent leur réseau de services pour fournir l'information à partir de laquelle la recherche et l'innovation permettent de promouvoir le développement durable et le bien-être des populations, dans le monde entier.

45. Recommandations:

- Les recommandations des participants à l'atelier sur les logiciels tombés dans le domaine public devraient être intégrées dans les programmes nationaux de développement des États membres et la CEA devrait user de son pouvoir fédérateur à cet effet;
- Les bureaux sous-régionaux de la CEA devraient être davantage associés à la mise en place des infrastructures nationales de l'information et de la communication des pays qu'ils desservent;
- Compte tenu du rôle déterminant évident qu'elles jouent dans la collecte, l'organisation et la dissémination professionnelles du savoir, notamment dans le nouvel environnement des TIC, les bibliothèques devraient être considérées comme un élément indispensable de la gouvernance en ligne en Afrique;
- La CEA devrait élaborer des projets axés sur le développement des infrastructures et des compétences, y compris les capacités numériques des bibliothèques en Afrique;
- La CEA devrait commanditer une étude sur la libéralisation et la réglementation des TIC en Afrique;

- Le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique devrait entreprendre des activités visant à faire connaître le NEPAD comme cadre général du développement de l'Afrique;
- Les recommandations adoptées lors de la réunion préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information, organisée en avril 2003 par l'Organisation internationale de la Francophonie sur «La femme et la société de l'information», devraient être mises en œuvre, notamment celles portant sur la démocratie, la bonne gouvernance et la paix. La CEA, qui a participé à cette réunion, devrait appuyer les efforts déployés par ses États membres pour intégrer la parité hommes-femmes dans les politiques et les plans relatifs aux TIC, ainsi que dans leurs applications à la gouvernance en ligne;
- La CEA, avec le soutien du Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information, devrait développer ses activités de renforcement des capacités des bibliothécaires africains dans le domaine des TIC;
- La CEA devrait veiller à ce que des contenus locaux en langues locales et la tradition orale soient pris en compte dans ses activités de mise en valeur des ressources de l'information et du savoir;
- La CEA devrait axer ses activités de diffusion des ressources en information et en savoir sur les jeunes africains et veiller à ce qu'ils soient les dépositaires du savoir local et traditionnel;
- La CEA, avec le soutien de ses États membres, devrait mettre au point des portails sectoriels couvrant toute l'Afrique et reflétant les valeurs africaines et les besoins en information;
- Les recommandations de l'atelier sur les logiciels tombés dans le domaine public, organisé les 10 et 11 mai 2003 par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation internationale de la Francophonie, devraient être jointes en annexe aux recommandations de CODI III et une attention spéciale devrait être accordée à:
 - L'adoption de mesures juridiques et réglementaires pour promouvoir l'utilisation, dans l'administration publique en Afrique, des logiciels tombés dans le domaine public;
 - La mise en place d'un modèle de partenariat Nord-Sud et Sud-Sud fondé sur des avantages réciproques en vue de l'installation d'une industrie du logiciel en Afrique;
 - La création d'un mécanisme interafricain de collaboration et de travail en réseau pour promouvoir l'utilisation des logiciels tombés dans le domaine public et créer un portail d'accès à l'information sur les cas de réussite;
 - L'organisation, par la société civile, d'activités de sensibilisation à la nécessité de créer des associations visant à promouvoir l'utilisation des réseaux fondés sur des logiciels tombés dans le domaine public et de programmes de renforcement des capacités sur l'utilisation de ces logiciels, avant la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information;
- Les gouvernements devraient jouer un rôle primordial dans la promotion des logiciels tombés dans le domaine public, en:
 - Instaurant des politiques et législations appropriées;
 - Encourageant les industries locales de logiciels;
 - Réduisant les obstacles auxquels se heurtent diverses sortes d'entreprises nouvelles dans le secteur des technologies de l'information.

- La Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA) devrait collaborer avec tous les acteurs pour s'assurer que les logiciels tombés dans le domaine public permettent de disposer d'une plate-forme abordable pour définir des solutions qui répondent aux besoins des Africains;
- Les gouvernements africains devraient apporter leur soutien à la Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA) pour que l'Afrique devienne une plaque tournante du développement de logiciels librement accessibles;
- La CEA et ses partenaires, notamment le Réseau des acteurs africains (ASN), E-Pol-Net et AVLIN, doivent collaborer en partenariat avec les réseaux régionaux du savoir existants tels que «Horn and East of Africa Regional Women's Knowledge Network (HAWKNet)» et «Women of Uganda Network (WOUGNET)», afin de consolider les portails régionaux d'accès à l'information et au savoir créés par les femmes et les jeunes en Afrique, pour les femmes et les jeunes d'Afrique;
- Les jeunes Africains devraient être dotés des moyens nécessaires et impliqués dans le processus qui vise à faire de l'Afrique un partenaire important de la Société de l'information;
- Les efforts et initiatives menés par les jeunes devraient être identifiés et encouragés afin de combler le fossé entre les générations.

Questions diverses (point 7.6 de l'ordre du jour)

Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Adoption du rapport et clôture (point 7.7 de l'ordre du jour)

46. Le Sous-Comité a adopté son rapport qui a été soumis à la séance plénière de CODI.
47. Le Président a ensuite fait quelques observations sur les résultats de la réunion et a demandé au Directeur de la Division des services d'information pour le développement de clore la réunion. Le Président a levé la séance.

Sous-Comité de la statistique (point 8 de l'ordre du jour)

Participation

48. La session du Sous-Comité de la statistique du Comité de l'information pour le développement (CODI-3) s'est tenue à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) du 12 au 15 mai 2003, la réunion du Groupe de travail de CODI sur «la statistique et la gouvernance» s'étant tenue au préalable le 11 mai 2003 et la réunion de CODI consacrée au lancement officiel du Conseil consultatif de la statistique en Afrique (ABSA) le 16 mai 2003.
49. Ont assisté à la réunion du Sous-Comité de la statistique, les délégués des États membres suivants: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie.

50. Ont également assisté à la réunion les observateurs des organisations suivantes : Banque africaine de développement (BAfD), Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT); Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Book Jang (Sénégal), CERSGIS (Ghana), Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA); Département du développement international (DFID, Royaume-Uni); Development Insertion International (DIAL) (France); Eastern African Training Centre (EASTC) de Dar es-Salaam, École nationale d'économie appliquée (ENEA, Sénégal); École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA, Côte d'Ivoire), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds monétaire international (FMI), Bureau international du travail (BIT), Suisse, Centre InWent de Munich pour les statistiques économiques, environnementales et sociales; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE/PARIS21); Oxford Policy Management (Royaume-Uni), Partenariat pour le développement municipal (PDM); Bureau statistique fédéral suisse; Bureau du recensement des États-Unis; Division de statistique de l'ONU; Université du Ghana; Banque mondiale.

Ouverture (point 8.1 de l'ordre du jour)

51. Après avoir ouvert la séance, le Président sortant (Maroc) a invité le Directeur de la Division de la politique économique et sociale à prononcer le discours d'ouverture.

Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 8.2 de l'ordre du jour)

52. Le Sous-Comité a élu le Bureau suivant :

- Président: Sénégal
- Vice-Président: Zambie
- Rapporteur: République démocratique du Congo (RDC)

53. Les participants ont adopté le projet d'ordre du jour et le programme de travail sans amendements.

Statistique et gouvernance (point 8.3 de l'ordre du jour)

54. Questions soulevées

- Les délégués ont estimé qu'il fallait définir clairement le concept de gouvernance, les variables qu'elle implique, les domaines connexes et les méthodologies pour évaluer la bonne gouvernance et ses applications;
- Ils ont estimé qu'il importait de hiérarchiser les différentes questions relatives à la gouvernance, notamment la statistique concernant la bonne gouvernance des services nationaux de la statistique;
- Ils ont examiné comment les bureaux nationaux de la statistique pourraient jouer leur rôle sans compromettre leur crédibilité, notamment le rôle que les statisticiens et les bureaux

nationaux de la statistique pourraient jouer dans les différents domaines/secteurs de la bonne gouvernance et la contribution qu'apporterait la statistique dans l'évaluation de la gouvernance. En particulier, ils ont examiné principalement les avantages comparés des bureaux nationaux de la statistique et les autres volets du système national de statistique dans l'évaluation de la gouvernance;

- Ils ont estimé qu'il convenait de recenser les variables relatives à la gouvernance et à la méthodologie pour les évaluer, ainsi que les catégories de données statistiques concernant la gouvernance pour les mettre à la disposition des décideurs et du public;
- Ils ont convenu qu'il importait d'établir une nette distinction entre les statistiques (un moyen technique) et la politique;
- Ils ont estimé qu'il fallait examiner les risques liés à l'élaboration d'indicateurs par des institutions non statistiques et des non-statisticien;
- Il convenait, à leur avis, de bien comprendre le cadre juridique pour que les services nationaux de la statistique participent à l'évaluation de la gouvernance;
- Il faudrait, ont-ils estimé, noter la confidentialité et la non-utilisation des données statistiques à des fins répressives (en matière de fiscalité);
- Il faudrait, à leur avis, développer les statistiques pour le Mécanisme d'évaluation intra-africaine et utiliser ce dernier pour évaluer les systèmes statistiques nationaux;
- Il convenait, à leur avis, de respecter les principes que sont la prise en charge, la responsabilité, la participation et la multidisciplinarité.

55. Mesures recommandées

- L'évaluation devrait porter sur les aspects positifs et négatifs de la gouvernance;
- Les statisticiens devraient examiner attentivement la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement et s'y référer en tant que cadre juridique pour élaborer des indicateurs concernant la gouvernance aux niveaux national et régional;
- Il faudrait créer un groupe de travail qui serait chargé de mettre en place des mécanismes d'examen par les pairs pour évaluer les capacités statistiques et examiner les questions d'ordre théorique et méthodologique relatives à l'élaboration des indicateurs concernant la gouvernance ainsi qu'au recensement des avantages comparatifs des bureaux nationaux de la statistique et autres mécanismes des systèmes statistiques nationaux;
- Les systèmes statistiques nationaux devraient être renforcés en allouant suffisamment de ressources financières, humaines et matérielles aux divers services chargés de la collecte et de l'établissement des statistiques et indicateurs concernant la gouvernance. Les bureaux nationaux de la statistique devraient jouer, à cet égard, un rôle important;

- La CEA devrait apporter son concours à la création, au niveau national, du cadre juridique nécessaire pour bien coordonner les activités des divers organismes s'occupant de questions de gouvernance;
- Le cas échéant, la réglementation en vigueur en ce qui concerne la statistique devrait être révisée pour prendre en considération les nouveaux besoins en matière de données, notamment celles concernant la gouvernance ;
- Les États membres devraient adopter un moyen permettant d'évaluer leurs capacités statistiques. Dans un premier temps, les pays volontaires devraient expérimenter et adopter des instruments et des méthodes en vue de l'examen par les pairs des capacités statistiques conformément à l'engagement pris dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), avec le concours d'un groupe d'experts fournis par la CEA et PARIS21.

56. Autres points examinés

- Les participants ont entendu un exposé sur le thème *Statistiques et indicateurs dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance : le programme METAGORA*, qui faisait suite à un débat en séance plénière sur ce sujet.

Rapports de pays (point 8.4 de l'ordre du jour)

57. Documents reçus

- Les pays suivants ont envoyé des rapports de pays : Bénin, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Éthiopie, Gabon, Mali, Mauritanie, Maroc, Rwanda, Zambie.

58. Mesures recommandées

- Les rapports de pays devraient être élaborés et transmis bien à l'avance à la CEA et au Sous-Comité afin de permettre aux bureaux nationaux de la statistique de procéder à des échanges fructueux de données d'expérience et de disposer d'assez de temps pour les examiner;
- La CEA devrait élaborer un format standard compte tenu du plan adopté par le Sous-Comité à sa deuxième session; ce format devrait correspondre aux préoccupations, thèmes et programmes des sessions ultérieures de CODI;
- Les rapports de pays pourraient être accompagnés de profils de pays;
- La CEA devrait faire la synthèse des rapports de pays et quelques pays pourraient être invités à faire des exposés sur leurs bonnes pratiques;
- Les autres mécanismes qui composent le système statistique national, tels que les banques centrales et les organismes sectoriels, devraient être inclus dans le processus d'élaboration du rapport;

- Les centres de formation statistique devraient également présenter un rapport d'activités à l'occasion des futures sessions du Sous-Comité;
- Les rapports de pays devraient être affichés sur les sites Web des bureaux nationaux de la statistique dans les pays disposant de telles possibilités de diffusion de l'information.

Suivi des conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-Comité de la statistique (point 8.5 de l'ordre du jour)

59. Documents reçus

- «Suivi des conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-Comité de la statistique de CODI II» (E/ECA/DISD/CODI.3/31).

60. Questions soulevées

Au cours de la réunion, les participants ont évoqué la nécessité de suivre l'évaluation du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. Ils ont également examiné la nécessité de mettre en œuvre le Système de comptabilité nationale de 1993, d'utiliser les bases de données et les systèmes de statistique informatiques pour la prise de décisions, les activités statistiques de la CEA et les conclusions et recommandations du groupe de travail sur le renforcement des capacités statistiques en vue de suivre l'évolution de la pauvreté en Afrique.

61. Mesures prises

- Le Sous-Comité a pris note du rapport avant de l'adopter.

Le Système de comptabilité nationale de 1993 en Afrique (point 8.6 de l'ordre du jour)

62. Documents reçus

- La situation en ce qui concerne la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993.

63. Questions soulevées

- Il a été noté que les problèmes de ressources humaines au secrétariat de la CEA ont empêché la Commission de procéder à une évaluation approfondie de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993;
- Il a été présenté un aperçu des activités d'AFRISTAT et de la CEDEAO dans le domaine de la comptabilité nationale, de l'harmonisation des méthodes, de la qualité des données, des délais de production, de la comparabilité ainsi que du respect des normes internationales de diffusion.

64. Mesures recommandées

- Une stratégie de mise en œuvre devrait être adoptée au niveau national;
- Les gouvernements africains devraient fournir aux BNS, des ressources financières et humaines suffisantes;
- Les programmes pour une formation spécialisée devraient être encouragés.

Questions de politiques (point 8.7 de l'ordre du jour)

La création du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique (ABSA) (point 8.7 de l'ordre du jour)

65. Un document intitulé « Projet de mandat du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique (ABSA) a été reçu.

66. Lors de la séance, les participants ont soulevé la question de la représentation à l'ABSA, du mandat et des membres du Conseil.

67. Mesures recommandées :

- Le Conseil sera créé dès la fin de CODI III;
- Compte tenu de la demande croissante de données statistiques, l'ABSA devrait élaborer une stratégie pour accélérer le développement de la statistique en Afrique.

Rapport du Groupe de travail sur les « Statistiques et la gouvernance » (point 8.7.2 de l'ordre du jour)

Les travaux des séances sur la statistique et la gouvernance sont résumées ci-après:

Les documents suivants ont été présentés:

- Examen par les pairs : «A tool for cooperation and challenge» (Un instrument de coopération et un défi) par M. Fabricio Pagani, Paris 21;
- «Évaluation des statistiques en tant qu'élément de bonne gouvernance, la revue par les pairs à l'OCDE», par M. Gérard Chenais, Paris 21;
- «Évaluation des statistiques en tant qu'élément de bonne gouvernance, la revue par les pairs: Quelques principes de mise en œuvre», par M. Gérard Chenais, Paris 21;
- «Évaluation des statistiques en tant qu'élément de bonne gouvernance, la revue par les pairs: Un instrument de coopération et de changement», par M. Fabricio Pagani, Paris 21;

- «Statistical information and governance, a challenge for the private sector» (Information statistique et gouvernance, un défi pour le secteur privé), CEA.

68. Les participants ont noté qu'il importait d'associer les BNS au processus électoral dans les pays et recommandé que les BNS jouent un plus grand rôle dans le processus électoral, en fournissant aux services gouvernementaux chargés de l'organisation des élections toutes les données statistiques nécessaires, pour assurer une bonne organisation du processus sans porter atteinte au principe de confidentialité.

69. Le Sous-Comité a adopté le projet de rapport modifié.

Initiatives régionales et sous-régionales de développement de la statistique en Afrique (point 8.8 de l'ordre du jour)

Documents présentés:

- «Le rôle de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest dans le système statistique des pays de l'Union monétaire et économique ouest-africaine » par M. Gérard Chénais, Paris 21;
- Note de présentation d'AFRISTAT et de ses activités (1996-2002), Paris 21;
- «General Data Dissemination System (GDDS), Statistical Capacity-Building Initiatives» (Système général de diffusion des données (SGDD), Initiatives de renforcement des capacités statistiques par M. Olivier J.M.Chinganya, FMI;
- «International initiatives for strengthening agricultural and rural statistics in Africa for poverty reduction and food security» (Initiatives internationales en vue de l'amélioration des statistiques agricoles et rurales en Afrique pour réduire la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire) par M. Neman Keita, FAO;
- «Programme statistique du secrétariat exécutif de la CEDEAO».

70. Les principaux partenaires suivants ont présenté des rapports sur leurs initiatives et programmes de travail, visant à promouvoir le développement de la statistique en Afrique: BAfD, BCEAO, FAO, FMI, AFRISTAT; Division de statistique de l'ONU, PARIS 21, Bureau de recensement des États-Unis, EASTC.

71. Un représentant de la Division de la politique économique et sociale (DPES) de la CEA a également présenté un exposé sur les principaux indicateurs utilisés par cette dernière pour élaborer le Rapport économique sur l'Afrique.

Activités de la CEA dans le domaine de la statistique (point 8.9 de l'ordre du jour)**Rapport sur les activités statistiques de la CEA au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour la période biennale 2004-2005 (point 8.9.1 de l'ordre du jour)****72. Documents reçus**

- «Rapport sur les activités statistiques de la CEA au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour la période biennale 2004-2005 (DPES et Centres sous-régionaux)» (E/ECA/DISD/CODI.3/32).

73. Questions soulevées

Le taux élevé de postes vacants à la section de statistique qui a nui à la mise en œuvre du programme et entraîné une baisse de l'importance de la statistique à la CEA et, pour cette dernière, la perte de son rôle de premier plan dans la promotion du développement de la statistique dans divers domaines, tels que la comptabilité nationale et les domaines connexes.

74. Mesures recommandées

- La CEA devrait retrouver son rôle de premier plan dans la promotion de la statistique;
- Dès sa création, le Comité consultatif sur la statistique en Afrique devrait formuler des propositions concrètes sur la meilleure façon de renforcer le rôle de la statistique à la CEA.

Questions diverses (point 8.10 de l'ordre du jour)

75. Le secrétariat a fourni des informations sur le programme de stage en cours qui est destiné à de jeunes économistes-statisticiens et informaticiens.

76. Il a été porté à la connaissance du Sous-comité que M. Lamine Diop, Directeur général de AFRISTAT, quitterait ses fonctions le 1^{er} janvier 2004. Les membres du Sous-Comité ont rendu hommage à M. Diop pour son importante contribution au développement de la statistique en Afrique.

Adoption du rapport (point 8.11 de l'ordre du jour)

77. Le Sous-Comité a adopté son rapport.

Sous-Comité de la géo-information (point 9 de l'ordre du jour)**Participation**

78. Des représentants des États membres suivants ont assisté à la réunion : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Swaziland et Zambie.

79. Les organisations suivantes ont été représentées par des observateurs: African Media Productions; Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT); EIS-Africa; l'Institut de recherche pour l'environnement (ESRI); l'ESTC; l'Agence fédérale de cartographie et de géodésie (Allemagne); l'École fédérale du cadastre (Nigéria); le Conseil de la recherche en sciences humaines (Afrique du Sud); l'Institut Panos (Paris); l'Institut d'études sociales (Pays-Bas); la Fédération internationale des géomètres (FIG); l'Association cartographique internationale (ACI); la Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (SIPT); l'Institut international des levés aérospatiaux et des sciences de la terre (ITC, Pays-Bas); l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA); Leica Geosystems; MAPS Geosystems (Émirats arabes unis); le Media Institute of Southern Africa (MISA); le NASRDA (Nigéria); le Bureau national de la statistique (Tanzanie); le Nile Basin International Discourse (Ouganda); OAKAR Services Ltd. (Kenya); l'Université d'Örebro (Suède); le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD, Kenya); le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS, Nigéria); Sambus Company Ltd. (Ghana); le Centre de développement minier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (SEAMIC, Tanzanie); Swedesurvey AB; Trans World Radio (Kenya); le Federal Geographic Data des États-Unis; le Service géologique fédéral et le Secrétariat de l'Infrastructure mondiale des données spatiales des États-Unis; l'Université des Nations Unies (UNU); University College of Land and Architectural Studies (UCLAS, Tanzanie); l'Université de Cape Town (Afrique du Sud); l'Université de Hanovre (Allemagne); l'Université de Lagos (Nigéria); le Comité directeur international de la cartographie mondiale (ISCGM); l'Association africaine de télédétection pour l'environnement (AARSE); le Centre de services de télédétection et d'information géographique (CERSGIS); le CIGET; le Centre de suivi écologique (CSE, Sénégal); le Programme alimentaire mondial (PAM, Éthiopie); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Information Systems Services (Éthiopie).

80. Le Sous-Comité de la géo-information s'est réuni du 12 au 15 mai 2003. Un atelier sur la mise en place d'un comité permanent des infrastructures de données spatiales en Afrique s'est tenu les 10 et 11 mai. D'autres ateliers ont été organisés les 16 et 17 mai. Il s'agit des ateliers sur les normes du contenu des données spatiales, la coordination de la géo-information des entreprises, les questions institutionnelles et techniques à l'intention des gestionnaires de la géo-information dans la perspective des infrastructures nationales de données spatiales et l'atelier des acteurs éthiopiens. Les rapports de ces ateliers sont disponibles en anglais sur le site de la CEA (<http://www.uneca.org/disd/>).

Ouverture (point 9.1 de l'ordre du jour)

81. La réunion a été ouverte par le Président sortant, le représentant du Botswana.

Introduction, organisation des travaux et élection du Bureau (point 9.2 de l'ordre du jour)

82. Le secrétariat a fait une brève présentation sur CODI et le Sous-Comité de la géo-information, à titre de rappel et pour préciser l'organisation des travaux du Sous-Comité, y compris les questions techniques et de logistique. Les participants ont ensuite élu le Président, le Vice-Président et un Rapporteur, comme suit:

- Président: Kenya
- Vice-Président: Maroc
- Rapporteur: Congo

Un comité de rédaction a été élu, constitué des membres ci-après: CEA, centres régionaux, Congo, Mali, Sénégal et Soudan.

83. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés.

Géo-information et gouvernance (point 9.3 de l'ordre du jour)

84. Questions soulevées

- L'information est cruciale pour la gouvernance et devrait être librement accessible aux gouvernements et aux collectivités;
- La politique des prix entrave l'accès aux produits de la géo-information. Cependant, les politiques ou les besoins de recouvrement des coûts ne permettent pas aux producteurs, dans la plupart des cas, de baisser le prix de ces produits;
- Dans certains cas, l'absence de stocks de données empêche également l'accès à l'information;
- La géo-information est à présent mûre et commercialisable, mais la façon dont elle est présentée donne l'impression qu'elle est trop technique et, de ce fait, elle n'est ni comprise ni appréciée par les non-initiés; et
- Il n'est pas possible de retirer à l'État la responsabilité de la production de la géo-information, puisque la société civile n'en a pas les moyens et que le secteur privé ne la produira que s'il en tire profit.

85. Mesures recommandées

- Il est possible de réduire les coûts en les faisant supporter par les producteurs et les utilisateurs, en utilisant des méthodes de production de données moins coûteuses et en tirant parti des données d'autres producteurs;
- Les noms de produits de la géo-information doivent être moins techniques et contribuer à susciter l'intérêt des gouvernements et des donateurs dans le cadre du nouveau modèle de l'information au service de la bonne gouvernance. On citera, par exemple, l'expression «Système de suivi et d'évaluation du développement communautaire» de l'UNICEF;
- Il est nécessaire de démystifier la géo-information et de la lier à d'autres formes d'information très appréciées telles que les TIC et la statistique;
- Sensibiliser les décideurs à l'importance du rôle de la géo-information dans la gouvernance et le développement;
- Concevoir des moyens permettant de développer la géo-information et de fabriquer des produits à valeur ajoutée qui donneront plus de visibilité et plus de valeur à la géo-information;
- Introduire des programmes de gestion de la géo-information dans les établissements d'enseignement et de formation; et
- Concilier renforcement des capacités institutionnelles et disponibilité des données.

Rapports d'activité (point 9.4 de l'ordre du jour)

86. Documents reçus

- «*ECA Report on follow-up and future activities for 2003, 2004 and 2005*» (E/ECA/DISD/CODI.3/7), Orlando Nino-Fluck, CEA.

87. Autres exposés reçus

- «*Synthesis of country reports*», Chukwudozie Ezigbalike, CEA;
- «*Global mapping activities*», Derek Clark, ISCGM;
- «*EIS-Africa activities*», Elizabeth Gavin, EIS-Africa;
- «*AOCS Report*», Muftah Unis, OACTD; et
- «*Cooperation in Surveying and Mapping between African Countries and Japan*», Hiroshi Une et Kaoru Tsuda, Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

88. Questions soulevées

Les participants ont salué les efforts déployés par la CEA pour faire progresser la géo-information en Afrique, en particulier pour ce qui est d'aider les États membres à mettre au point et créer des IDS nationales et régionales. Ils ont pris note du nombre élevé d'ateliers de renforcement de capacités que la CEA avait organisés ou auxquels elle avait apporté un appui technique. Ils se sont aussi félicités du fait que la CEA avait pu faciliter la participation d'Africains à des ateliers, séminaires et conférences sur la question et ont invité la Commission à accroître cet appui.

Autres problèmes soulevés

- Les problèmes que pose la tenue de l'inventaire de la couverture cartographique en Afrique du fait du laxisme de certains États membres qui ne fournissent pas les informations demandées;
- Le fait que CODI ne se soit pas penché sur les questions concernant la normalisation des noms géographiques, étant entendu que la CEA avait, dans le passé, été chargée par les conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique de coordonner ces activités en Afrique;
- L'absence de coordination entre les acteurs nationaux perdurera en l'absence de politiques nationales de la géo-information;
- De nombreux pays africains ne contribuent toujours pas à la Cartographie mondiale du fait de la faiblesse de leurs capacités et de leurs ressources;
- Les délais relatifs aux demandes de bourse de l'ESRI pour la Cartographie mondiale sont toujours ouverts; et
- Les institutions locales ont la possibilité de contribuer au renforcement des capacités concernant l'IDS, mais elles continuent de dépendre de l'appui des établissements d'enseignement et de formation étrangers.

89. Mesures recommandées

- Les participants ont recommandé que l'Afrique prenne sa destinée en main en mettant en place sa propre IDS. En outre, la CEA devrait créer un environnement favorisant l'échange d'informations entre le secrétariat, le Groupe de travail exécutif de CODI et les centres de liaison nationaux. Les participants ont aussi recommandé aux États membres de tirer parti des espaces fournis aux pays par le nœud central de la CEA.

Questions de fond (point 9.5 de l'ordre du jour)

90. Documents reçus

- «*Créer un comité permanent de l'infrastructure des données spatiales (IDS) pour l'Afrique - Avant-projet de statuts*» (E/ECA/DISD/CODI.3/12);
- «*Déclaration de Windhoek sur le Référentiel géodésique africain (AFREF)*» (E/ECA/DISD/CODI.3/11); et
- «*Géo-information et NEPAD - Résumé analytique*» (E/ECA/DISD/CODI.3/9) par M. Craig A. Schwabe.

91. Exposés reçus

- Rapport de l'Atelier sur le Comité permanent de l'IDS, par la CEA;
- «*National and Regional Capacity Building for Geoinformation Technology*», UCLAS, RECTAS, RCMRD et ITC;
- «*Establishing a Regional SDI with an European View*», par D. Gruenreich, Eurogeographics;
- Activités des organisations suivantes: OACTD, RECTAS, RCMRD; et
- «*Cooperation in Surveying and Mapping between African Countries and Japan*», par H. Une et K. Tsuda.

92. Résumé des questions soulevées

La CEA a été félicitée des efforts et des ressources qu'elle a consacrés à la préparation et à l'organisation du séminaire panafricain sur la création d'un comité permanent de l'IDS pour l'Afrique, notamment en ce qui concerne les documents de travail. Les participants ont recommandé l'adoption du rapport du séminaire. Les fonctions du Comité seraient intégrées dans le mandat de CODI-Géo. Ses groupes de travail préparatoires permanents deviendraient un groupe de travail exécutif et d'autres groupes de travail seraient créés à l'appui des objectifs de CODI-Géo. Il a également été décidé que CODI appuierait les activités et les programmes de géo-information dans les universités.

Questions techniques (point 9.6 de l'ordre du jour)

93. Documents reçus

- «*SDI Handbook for Africa: Chapter Two: Spatial Data Infrastructure Explained*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18);
- «*SDI Handbook for Africa: Chapter One*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18/Add.1);

- «*SDI Handbook for Africa: Chapter Four*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18/Add.2);
- «*SDI Handbook for Africa: Chapter Seven*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18/Add.3);
- «*SDI Handbook for Africa: Chapter Three*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18/Add.4);
- «*SDI Handbook for Africa: Chapter Five*» (E/ECA/DISD/CODI.3/18/Add.5); et
- «*Spatial Data Infrastructure: Getting Explained*» (E/ECA/DISD/CODI.3/25).

Exposés reçus

- «*Manuel de l'IDS pour l'Afrique*», par M. André Bassolé, EIS-Africa;
- Mise en œuvre du Référentiel géodésique africain (AFREF): «*Continental Spatial Reference Frames: Issues of Technology Management*», par Mme Yola Georgiadou, Institut international de la géo-information et de l'observation de la Terre, Pays-Bas ; et
- «*Atlas a Metaphor for SDIs*», par M. Bengt Rystedt, ACI.

94. Problèmes posés

Les participants ont décidé que la publication relative à l'IDS devrait passer d'une analyse du statut de la géo-information en Afrique à un guide pratique à l'intention des parties prenantes s'occupant de la mise au point d'IDS nationales. Il a été recommandé de reconnaître tous les auteurs de contributions et de faire intervenir les responsables de la géo-information dans la mise en œuvre du Référentiel géodésique africain (AFREF).

Tendances nouvelles et évolution (point 9.7 de l'ordre du jour)

95. Exposés reçus

- Cartographie Internet : «*Webmapping, Governments and Public*», par Menno-Jan Kraak, Institut international de géo-information et d'observation de la Terre (ITC), Pays-Bas;
- Produits et outils d'imagerie à haute résolution : «*Experiences with High Resolution Satellite Images for Information Extraction*», par John Trinder;
- «*The Use of High Resolution Imagery in Urban Planning and Management: a Case of the City of Nairobi*», par W. Otthichilo et Eric Salama (RECTAS) et Rolph Becker (Maps Geosystems);
- Nouvelles méthodes de collecte des données: «*New Advances in Field Data Collection with GIS*», par David Gadsden et Dan Zimbie, Institut de recherche sur les systèmes de l'environnement, Redlands, CA (États-Unis); et
- «*Digital Technology for Data Capture and Processing: Capture it, Measure it, Map it and Image it*», par Marc Grimm, Leica Geosystems.

96. Problèmes posés

- Pour utiliser les nouvelles technologies, il est nécessaire de bien les connaître. Nécessité d'assurer une bonne formation à leur utilisation.
- Il faut garder à l'esprit que l'utilisation des images satellitaires a certaines limites liées à la couverture nuageuse, à l'invariabilité, aux coûts, à la couverture, à la viabilité du système,

et qu'elle ne remplace pas totalement d'autres moyens de collecte des données telles que la photographie aérienne. Chaque système a ses avantages et ses inconvénients, selon l'usage qu'on en fait.

Questions diverses (point 9.8 de l'ordre du jour)

97. Problèmes posés

- La nécessité d'élire des membres représentant les sous-régions au sein du Groupe exécutif de travail de CODI-Géo a été évoquée.

98. Mesures prises

- Il a été décidé que les États membres suivants seraient membres du Groupe exécutif de travail de CODI-Géo:
 - Sous-région de l'Afrique de l'Est: Kenya (Président)
 - Sous-région de l'Afrique du Nord: Maroc
 - Sous-région de l'Afrique de l'Ouest: Ghana
 - Sous-région de l'Afrique centrale: Gabon
 - Sous-région de l'Afrique australe: Afrique du Sud

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 9.9 de l'ordre du jour)

100. Points soulevés

Au moment de l'adoption du rapport, les points ci-après ont été soulevés :

- Les résolutions constituent l'élément le plus important de la réunion. Le secrétariat est invité à veiller à ce que celles-ci soient présentées en anglais et en français;
- Des omissions et des inexactitudes ont été relevées dans la liste des participants, mais aussi dans celle des exposés présentés lors des différentes séances;
- Le représentant de la Côte d'Ivoire s'est plaint de n'avoir pas été autorisé, faute de temps, à présenter un exposé sur des réalisations couronnées de succès;
- Des résolutions supplémentaires ont été examinées, notamment:
 - L'intégration des politiques et des technologies de l'information dans les activités de CODI;
 - Le partenariat entre les secteurs public et privé (PPP);
 - L'infrastructure des données;
 - Le financement de la géo-information;
 - La sensibilisation;
 - L'appui de CODI-Géo aux normes de données pour le NEPAD.

101. Mesures recommandées

- Le secrétariat est invité à veiller à ce que le rapport soit présenté dans les deux langues;
- Le rapport a été adopté après avoir été amendé.

102. Le Président a annoncé la clôture de la réunion à 16 h 30.

C. Reprise des séances plénières

Rapports des sous-comités (point 10 de l'ordre du jour)

103. La séance plénière a reçu les rapports des sous-comités et les a adoptés.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 11 de l'ordre du jour)

104. Le Directeur de DISD a expliqué que, comme les réunions de CODI avaient lieu tous les deux ans, la prochaine réunion était prévue en 2005. La date exacte serait déterminée en fonction des autres événements prévus.

Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

105. Aucun point n'a été soulevé au titre des questions diverses.

Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 13 de l'ordre du jour)

106. Principaux point soulevés

- La résolution du Sous-Comité des TIC concernant la création d'un fonds de solidarité numérique devrait préciser que ce fonds est destiné à l'Afrique. Il a été proposé de citer nommément le Président Abdoulaye Wade du Sénégal dans la résolution car il avait recommandé, dans d'autres circonstances, la création d'un fonds numérique;
- Il a été proposé de reporter l'adoption du rapport jusqu'à ce qu'il ait été diffusé aux participants et que confirmation ait été reçue que les versions anglaise et française étaient identiques et que tous les amendements avaient été apportés;
- L'Institut national de cartographie (INC) du Gabon ne figurait pas dans la liste des observateurs;
- La création d'un nouveau sous-comité de l'information libre pour traiter des logiciels de source librement accessible et de questions similaires a été demandée.

107. Éclaircissements fournis

- Le secrétariat devrait amender la résolution de façon à préciser «fonds de solidarité numérique pour l'Afrique» et vérifier avec les membres du Sous-Comité des TIC s'il

est nécessaire de mentionner le Président Abdoulaye Wade ou de lui accorder le crédit de cette idée;

- Le «projet» de rapport devrait être adopté avant la clôture officielle de la réunion. Le secrétariat a accepté d'intégrer dans le texte toutes les observations avant la publication du rapport définitif;
- S'agissant de l'omission de l'INC, il a été précisé que les représentants de l'Institut avaient participé à la réunion en tant que délégués officiels du Gabon et non comme observateurs.

108. Le Président a remercié les participants, les organisateurs et les interprètes et les a félicités de la réussite de la réunion. Il a ensuite demandé au Directeur de DISD de prononcer des observations de conclusion. Le Secrétaire exécutif de la CEA, M. K. Y. Amoako, a lui aussi prononcé des observations de conclusion avant que le Président ne proclame la clôture de la réunion.

D. Manifestations spéciales et expositions

On trouvera ci-après la liste des 17 manifestations spéciales, y compris les expositions et séances de démonstration, tenues en parallèle à CODI III.

- SE01 Colloque sur la mise en place d'un Comité permanent de l'Infrastructure des données spatiales pour l'Afrique
- SE02 Atelier sur les logiciels provenant de sources librement accessibles pour une amélioration de l'administration en Afrique
- SE03 Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN)
- SE04 Réunion du Réseau des acteurs africains (ASN)
- SE05 Atelier sur les aspects techniques de la constitution de bibliothèques virtuelles et d'informations électroniques
- SE06 Groupe de travail sur la statistique et la gouvernance
- SE07 Prix décerné aux médias dans le cadre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» et lancement du Nœud régional africain du Réseau international des ressources pour le développement électronique
- SE08 Séminaires à l'intention des parlementaires éthiopiens
- SE09 Assemblée générale de l'Association africaine des utilisateurs de Linux
- SE10 Présentation de la version africaine du logiciel CHILD INFO de l'UNICEF
- SE11 Atelier sur les normes relatives au contenu des données spatiales

- SE12 Programme de la bibliothèque universitaire d'Addis-Abeba en vue du renforcement des informations pour la recherche
- SE13 Atelier sur la coordination de l'information géographique dans les entreprises
- SE14 Atelier à l'intention des acteurs éthiopiens de l'Infrastructure nationale des données spatiales
- SE15 Deuxième forum des médias: médias et renforcement des capacités au sein de la société de l'information
- SE16 Réunion inaugurale du Comité consultatif sur la statistique en Afrique
- SE17 Atelier sur les aspects institutionnels et techniques à l'intention des gestionnaires de systèmes d'information géographique qui ont une vision des infrastructures de données spatiales

Expositions et séances de démonstration

- EX1 Foire de l'Alliance mondiale pour le savoir
- EX2 Rapports de pays sur demande

F. Liste des annexes

Annexe 1. Résolutions de la troisième réunion du Comité de l'information pour le développement

Résolutions du Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication

1. Accélération du processus de formulation, de développement et de mise en œuvre des infrastructures nationales de l'information et de la communication

Notant que

- L'Initiative "Société de l'information en Afrique" affirme l'importance d'introduire et d'appliquer les TIC pour améliorer les services publics et faciliter les processus de démocratisation, entre autres,
- Un nombre grandissant de pays ont entrepris des processus de formulation au cours des dernières années mais que certains pays doivent encore lancer ces processus,
- La gouvernance et l'administration en ligne sont d'importantes applications sectorielles dans le cadre des plans d'édification d'infrastructures nationales de l'information et de la communication dans les pays africains,

Recommande que

Les États membres

- Établissent des programmes de sensibilisation à l'intention des gouvernements pour promouvoir le développement des infrastructures nationales de l'information et de la communication et les projets d'administration en ligne;
- Fassent une utilisation stratégique des TIC comme moteur de développement socio-économique et de création d'emplois;
- Encouragent une meilleure administration en ligne en assurant la cohérence des systèmes d'information d'un secteur à l'autre;
- Conjuguent les TIC avec d'autres instruments de développement pour obtenir des impacts positifs sur le développement;

La CEA

- Les bureaux sous-régionaux de la CEA participent davantage aux processus d'élaboration des infrastructures nationales de l'information et de la communication, particulièrement dans le domaine de la gouvernance en ligne;

- Encourage les réseaux TIC pour les parlementaires africains et aide à renforcer leurs capacités de promouvoir le développement de la gouvernance en ligne au niveau parlementaire; et renforce la participation des parlementaires à la formulation et à l'exécution des politiques nationales relatives aux TIC;

CODI

- Désigne officiellement la Gambie en tant que projet pilote d'administration en ligne pour l'Initiative "Société de l'information en Afrique", qui sera évalué par la suite et reproduit dans d'autres pays africains.

2. Promotion d'approches participatives

Considérant que

La participation de la société civile, des médias, du secteur privé et des milieux universitaires assureront la formulation et la mise en place réussies des politiques et des plans relatifs à l'édification d'infrastructures nationales de l'information et de la communication,

Recommande que

CODI demande que le Bureau de Bamako chargé de la préparation de l'Afrique au Sommet mondial sur la société de l'information tienne compte de la participation de la société civile et des femmes, entre autres préoccupations majeures, et veille à ce que l'Afrique présente une plateforme commune durant le processus du Sommet mondial sur la société de l'information;

Les États membres

- Encouragent le dialogue entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé et fournissent un appui pour assurer leur participation à la formulation, à l'élaboration et à l'exécution des plans et politiques relatifs aux TIC;
- Tiennent compte de la participation des femmes à la formulation des politiques, du renforcement des capacités des femmes en matière de prise de décision et de l'élaboration d'un programme médiatique de sensibilisation aux questions de genre;
- Encouragent les jeunes africains par des activités de dissémination des ressources en connaissance et assure leur pleine participation au processus du Sommet mondial sur la société de l'information;

La CEA

- Appuie les efforts déployés par les États membres pour intégrer les questions de genre dans les politiques et les plans relatifs aux TIC;
- Les activités d'e-Pol-NET soient incluses dans le programme de diffusion de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" et d'autres initiatives africaines concernant les TIC,

telles que IMPACT Africa, qui peuvent renforcer le partage de l'information et de la connaissance entre les États membres.

3. Mise en place d'un mécanisme de mesure des progrès concernant les TIC

Notant

La nécessité de systématiquement recueillir des données de référence, de définir des indicateurs et de suivre les incidences des TIC sur le développement socioéconomique,

Recommande que

Les États membres

1. Élaborent des indicateurs des TIC pertinents pour la réalisation des objectifs de l'Initiative "Société de l'information en Afrique", dans l'optique des Objectifs de développement du Millénaire dans tous les pays africains, en utilisant le cadre Scan-TIC;
2. Appuient pleinement l'initiative IMPACT Africa de sorte que les TIC soient utilisées pour mesurer la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire et la mise en œuvre des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, ainsi que le projet Scan-TIC;

La CEA

- En collaboration avec les États membres, élabore des indicateurs sexués concernant les TIC ainsi que des données agrégées dans le cadre du projet Scan-TIC;
- Avec ses partenaires, étende le projet Scan-TIC à d'autres pays africains;
- Crée des indicateurs de performance pour la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique".

4. Création de contenus améliorés et aide à la promotion des langues africaines

Reconnaissant que

- Des contenus locaux et les capacités langagières sont essentiels pour démocratiser l'accès à l'information et aux connaissances pour tous sur le continent;
- Les pays africains ne devraient pas être seulement des consommateurs de TIC mais aussi des producteurs de nouvelles technologies,

Réaffirme que

Les États membres

- Doivent impliquer les médias dans toutes les questions concernant les TIC et la gouvernance pour le développement en utilisant les langues locales voulues pour disséminer l'information sur les TIC et assurer une participation effective au processus de gouvernance;

La CEA

- Avec le concours de ses États membres, devrait développer de vastes portails sectoriels en Afrique;
- Devrait, avec ses partenaires, appuyer le développement des langues locales africaines pour la création de contenus par une appropriation effective des logiciels de source librement accessible à utiliser dans le processus de gouvernance et pour permettre aux citoyens d'avoir accès aux TIC de façon générale.

5. Renforcer le partenariat et la coopération

Considérant que

Face au nombre d'initiatives prises en matière de TIC sur le continent, les liens et la collaboration dans ce domaine, le partage d'expérience et les enseignements tirés sont insuffisants;

Recommande que

La CEA

- En collaboration avec les États membres, crée des comités nationaux sur les infrastructures nationales de l'information et de la communication, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Sommet mondial sur la société de l'information;
- Rende opérationnel le Réseau AVLIN et associe davantage le Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (ATAC) et la société civile à ses activités pour fournir une assistance aux États membres;
- Avec ses partenaires, aide les réseaux existants d'information et de connaissance entre les différentes sous-régions en prenant en considération l'équilibre géographique et linguistique;
- En collaboration avec l'Alliance mondiale pour le savoir, encourage une plus grande utilisation de la radio en Afrique par le biais des organisations de la société civile pour atteindre la base;

Le Réseau des acteurs africains (ASN)

- Devrait, avec l'appui de la CEA, lancer des activités relatives au TIC dans les États membres.

6. Renforcer le rôle des bibliothèques

Notant

Le rôle crucial que peuvent jouer les bibliothèques pour promouvoir la diffusion des connaissances et l'exécution de projets de gouvernance en ligne en Afrique,

Réaffirme que

- Les États membres devraient mettre en place des programmes de formation appropriés à l'intention des professionnels de l'information;

La CEA

- Devrait aider les États membres à développer l'infrastructure de bibliothèques africaines et autres institutions d'information;
- Aider les États membres à promouvoir les connaissances/contenus locaux et la tradition orale pour la mise en place de la Société de l'information, en particulier dans le cadre du projet AVLIN;
- Aider les États membres à entreprendre des études de référence sur l'information et les services bibliothécaires disponibles dans les pays et assurer qu'AVLIN coordonne au niveau national et avec les autres sous-comités – à savoir, le Sous-Comité de la géo-information et le Sous-Comité de la statistique.

7. Promouvoir les logiciels libres et de source librement accessible

Notant que

Les logiciels libres et de source librement accessible peuvent fournir des solutions économiques aux États membres et à la société africaine,

Souligne que

Les États membres

- Adoptent des logiciels libres et de source librement accessible comme d'importants outils de promotion des TIC et de la bonne gouvernance;
- Jouent un rôle crucial dans la promotion des logiciels de source librement accessible en:

- Adoptant des politiques et des législations appropriées;
- Stimulant l'industrie locale de logiciels;
- Baissant les barrières qui s'opposent à l'entrée de divers types de nouvelles entreprises dans l'industrie des technologies de l'information;
- Considèrent les questions de sécurité économique et politique liées à l'utilisation des logiciels de source librement accessible et entreprennent avec la CEA des recherches sur les moyens de préserver les questions de souveraineté nationale;

La CEA

- Avec ses partenaires et ses États membres, institue une collaboration interafricaine et un mécanisme de travail en réseau pour promouvoir les logiciels libres et de source librement accessible et ouvre un site-portal consacré aux cas de réussite;
- Aide la société civile à organiser des activités de sensibilisation pour faire connaître la nécessité de créer des associations qui encouragent l'exploitation de réseaux de logiciels libres et de source librement accessible;
- Élabore des programmes de renforcement des capacités en vue de l'utilisation des logiciels libres pour le développement de l'industrie des TIC en Afrique;
- AVLIN et les autres sous-comités devraient promouvoir l'utilisation des logiciels de source librement accessible dans leurs travaux.

8. Facilitation du partenariat entre le secteur public et le secteur privé

Notant que

Le développement des TIC et leur application à divers secteurs dépend des services et des produits offerts par le secteur privé. Le secteur public a un rôle crucial à jouer dans la création d'un environnement propice au développement d'une industrie dynamique des TIC,

Recommande que les États membres

- Encouragent les opérateurs de télécommunications locaux et leur octroient des licences pour investir dans les zones rurales;

La CEA

- Établit un cadre pour le partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour l'Afrique en ce qui concerne l'utilisation des TIC en vue d'un développement équitable.

9. Rationalisation des initiatives

Notant

La prolifération des programmes visant à répondre aux besoins de l'Afrique en matière de TIC,

Recommande que les États membres, la CEA et la communauté internationale

- Encouragent la coordination des initiatives relatives aux TIC afin de réduire la fracture numérique entre l'Afrique et le reste du monde dans l'objectif d'établir un fonds de solidarité numérique pour l'Afrique.

Résolution du Sous-Comité de la statistique

10. Examen par les pairs de la capacité statistique

Reconnaissant que

La production de statistiques officielles dans le respect des principes fondamentaux de la statistique officielle est une condition nécessaire pour la bonne gouvernance,

Recommande que les États membres

- Adoptent un processus pour l'évaluation de leur capacité statistique. Au départ, des pays volontaires, appuyés par un groupe d'experts fournis par la CEA/PARIS 21, devraient tester et adopter des outils et des procédés pour l'examen par les pairs de la capacité statistique en vue de son adoption dans le cadre des engagements au titre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Résolutions du Sous-Comité de la géo-information

11. Intégration des politiques et des technologies de l'information dans les activités de CODI

Notant que -

Des protocoles relatifs aux catalogues de service ont été élaborés par la communauté des bibliothécaires dans le but d'appuyer la recherche ventilée de ressources bibliothécaires numériques et non numériques et que des compétences spécialisées en matière de catalogage et de développement de métadonnées existent au sein de la communauté des bibliothécaires;

Des infrastructures de données spatiales (IDS) commencent à être mises en place en vue de cataloguer l'information géographique et d'y donner accès, et qu'elles utilisent et développent les normes de recherche et d'extraction bibliothécaires sur Internet;

Les stratégies de collecte et de gestion de l'information statistique font ressortir une dépendance localisée qui requiert l'établissement d'une coordination entre lieux géographiques, mais aussi avec des subdivisions politiques nationales (frontières politiques sous-nationales) et que cette information doit être rendue accessible par des méthodes de recherche communes;

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent des services Internet et le moyen de localiser et d'utiliser des services de données pour les besoins des missions et de l'administration en ligne;

Les milieux bibliothécaires, géographiques, statistiques et des TIC fonctionnent avec une certaine autonomie mais ont les moyens de mieux intégrer des solutions, et qu'ils risquent d'élaborer des solutions incompatibles et faisant double emploi alors que les ressources disponibles sont limitées;

Recommande que

CODI mette sur pied une équipe spéciale coordonnée chargée d'intégrer et de publier des politiques et des stratégies communes concernant:

- Les applications bibliothécaires;
- Le développement des métadonnées;
- Les données et les services géographiques et statistiques;
- Des technologies standardisées de restitution de l'information;
- La conception d'infrastructures de TIC, et de portails ainsi que des services d'administration en ligne, afin d'assurer un accès optimal à l'information pour le développement.

12. Sur le partenariat entre secteur public et secteur privé

Reconnaissant

L'effet positif du développement du secteur privé sur la gouvernance et le rôle qu'il joue dans l'amélioration de la situation économique générale des pays;

Que les organismes nationaux peuvent améliorer la production et la gestion des produits et services d'information en faisant intervenir le secteur privé dans les diverses phases du processus;

Recommande que

Les pays africains établissent des partenariats entre secteur public et secteur privé pour collecter et traiter l'information géographique nécessaire à l'exécution des projets de

développement aux niveaux local, provincial et national, dans le respect des principes de transparence et de confiance mutuelle;

Les gouvernements associent le secteur privé dans toutes les consultations relatives aux politiques et plans nationaux ou locaux touchant à la géo-information;

Les pays africains établissent des comités nationaux sur le partenariat entre secteur public et secteur privé, pour promouvoir les cadres appropriés de la mise en œuvre de ce partenariat.

13. Sur l'infrastructure des données

Reconnaissant que

La réalisation des objectifs du NEPAD, des Objectifs de développement du Millénaire et des objectifs du Sommet mondial pour la société de l'information supposeront un volume important d'informations géographiques qui, pour la majorité des pays africains, n'est ni disponible ni accessible dans une forme utilisable par les gouvernements et la société;

Les IDS sont une réponse vigoureuse aux obstacles qui entravent la disponibilité, l'obtention et l'utilisation de la géo-information;

De nombreux pays africains ont fait des progrès en ce qui concerne la mise en place de leur INDS, mais que de nombreux autres n'en ont guère fait;

Les ensembles de données fondamentales constituent une composante essentielle de l'IDS, mais font défaut dans la plupart des pays africains;

Décide

D'adopter les recommandations de l'Atelier panafricain sur un Comité permanent pour l'Afrique, élargissant le mandat du Sous-Comité de la géo-information pour y inclure les fonctions du Comité permanent proposé;

Demande à nouveau aux États membres

De donner la priorité à la création des INDS, de participer pleinement au projet de cartographie mondiale, à AFREF, et de participer aux activités des groupes de travail du Sous-Comité de la géo-information et de les appuyer, le Sous-Comité ayant désormais les fonctions d'un comité permanent sur les IDS pour l'Afrique;

Recommande que

- L'Afrique prenne en charge son avenir en élaborant sa propre IDS;
- Les projets financés par les donateurs obtiennent des données de référence des gouvernements et que toutes les données résultant d'un projet soient produites,

conservées et diffusées selon les principes de l'INDS. Les négociations des conditions du prêt devraient en tenir compte;

- Les organismes chargés de la mise en oeuvre de l'AFREF intègrent des gestionnaires de l'information géographique dans le processus;
- Les organismes nationaux producteurs de géo-information donnent la priorité à la numérisation de leurs bases de données spatiales analogiques, en utilisant des modèles de données publiées, conformément aux principes de l'IDS.

14. Sur le financement de l'information géographique

Notant que

- L'information est vitale à la bonne gouvernance et doit être facilement accessible aux gouvernements et aux communautés,
- Le coût actuel de l'information géographique est élevé pour l'utilisateur final et décourage son utilisation pour la bonne gouvernance,
- La production de l'information géographique est une activité à forte intensité de capital,
- L'information géographique est désormais mûre et commercialisable,

Recommande que

- Les gouvernements considèrent la production de géo-information comme un investissement et un atout national et, par conséquent, accroissent les fonds qui lui sont alloués dans les budgets nationaux;
- Le Sous-Comité de la géo-information facilite la mobilisation de fonds pour le développement de l'infrastructure des données spatiales à tous les niveaux;
- Les coûts de gestion des données peuvent être réduits en les partageant entre producteurs et utilisateurs, par des méthodes d'un bon rapport coût-efficacité et en utilisant des données produites par d'autres producteurs de données.

15. Sensibilisation

Notant que

- La géo-information est présentée aux profanes de manière trop technique, ce qui la rend difficile à comprendre et à apprécier;
- L'utilité de la géo-information pour le processus de décision est méconnue;

Recommande que

- Les acteurs clefs de la production et de la gestion de la géo-information aux niveaux international, régional et national prennent des mesures pour démystifier la notion de géo-information et ses applications et lier la géo-information à d'autres formes d'information telles que la statistique et les TIC;
- Les trois sous-comités de CODI (le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication, le Sous-Comité de la statistique et le Sous-Comité de la géo-information) mènent des actions concertées et collaborent au niveau national, à travers l'établissement de comités nationaux sur le développement de l'information, en vue de sensibiliser les décideurs aux avantages et à la valeur de l'information pour le développement et pour la bonne gouvernance;
- Des comités nationaux de la géo-information soient créés.

16. Normes relatives aux données pour le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Notant que

De nombreux membres du Sous-Comité de l'information géographique représentent des organisations nationales de cartographie de pays africains et connaissent les besoins des fournisseurs de données en termes de structure ou de thème fondamental. Des informations vitales sur le développement sont gérées par des ressources statistiques, environnementales et naturelles, ainsi que par les agences de gestion de l'infrastructure d'un pays donné. Ces informations ont souvent un contexte géographique et le gouvernement les utilise dans ses pratiques de gestion des ressources. Ces organisations ne sont pas nécessairement représentées dans les activités de CODI et elles ne participent pas non plus obligatoirement aux activités relatives à l'infrastructure des données spatiales. L'existence de données fondamentales et thématiques structurées et documentées est cruciale pour la gouvernance. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) exigera des modèles de données communs et des méthodes d'accès compatibles avec les besoins d'utilisateurs multiples;

Recommande que

CODI convoque un groupe de travail multidisciplinaire et multinational pour officialiser des modèles de données et des méthodes d'accès qui répondent aux besoins des fournisseurs de données comme à ceux des consommateurs en information géographique et statistique afin d'appuyer le NEPAD.

17. Généralités

Considérant

Qu'un bon nombre des recommandations faites par le Sous-Comité et des questions qu'il a soulevées – sur le renforcement des capacités, les politiques et la coordination ainsi que d'autres aspects- figurent déjà dans les résolutions antérieures de CODI;

Réitère que

Toutes les parties concernées doivent veiller à mettre en œuvre les recommandations et résolutions.

Annexe 2 : ordre du jour provisoire

Thème de la réunion : « Information et gouvernance » (E/ECA/DISD/CODI.3/1)

Séances plénières

1. Ouverture
2. Élection du Bureau et organisation des travaux
3. Débat introductif : « Information et gouvernance »
4. Décentralisation, habilitation des communautés et rôle de la société civile
5. Favoriser une gestion financière publique transparente et l'obligation de rendre compte
6. Participation du secteur privé

Séances des sous-comités

7. Sous-comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques
8. Sous-comité de la statistique
9. Sous-comité de la géo-information

Séances plénières

10. Rapports des sous-comités
11. Date et lieu de la prochaine réunion
12. Divers
13. Adoption du rapport et séance de clôture

Séances des Sous-comités (séances parallèles)

Sous-comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques (CODI-TIC)

- 7.1 Ouverture
- 7.2 Élection du Bureau et organisation des travaux
- 7.3 Rapport d'activité
 - 7.3.1 Rapport sur les recommandations de CODI II
 - 7.3.2 Rapport du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique »
 - 7.3.3 Rapport intérimaire sur le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information
 - 7.3.4 Rapport de la réunion du Réseau des acteurs africains
- 7.4 Les TIC à l'appui de la gouvernance ; possibilités et défis
- 7.5 Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir
 - 7.5.1 Séance d'ouverture

7.5.2 Les TIC et la gouvernance

7.5.2.1 Expériences des pays

7.5.2.2 Présentation des discussions électroniques menées dans le cadre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » sur la gouvernance en ligne

7.5.2.3 Leçons tirées par l'Alliance mondiale pour le savoir de l'expérience asiatique

7.5.2.4 Échange d'expériences

7.5.2.5 Stratégies visant à promouvoir la gouvernance en ligne : un plan d'action africain

7.5.3 Progrès accomplis dans les politiques relatives aux TIC

7.5.3.1 Rapport intérimaire de la CEA sur la mise en place d'infrastructures nationales de l'information et de la communication

7.5.3.2 Présentation sur certains pays édifiant une infrastructure nationale de l'information et de la communication

7.5.3.3 Présentation des résultats de l'étude sur les politiques et les réglementations dans le domaine des télécommunications en Afrique

7.5.4 Information et développement des connaissances

7.5.4.1 Études nationales de référence dans le cadre du projet SCAN-TIC

7.5.4.2 Réseau mondial de ressources en cyberpolitiques (E-Pol-Net)

7.5.4.3 Rapport sur la valeur des services bibliothécaires pour le développement

7.5.4.4 Le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique

7.5.4.5 Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques en 2002-2003 et programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005

7.5.5 Clôture

7.6 Divers

7.7 Adoption du rapport et séance de clôture

7. Sous-comité de la statistique

8.1 Ouverture

8.2 Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

8.3 Statistique et gouvernance

8.4 Rapports des pays

8.5 Suite donnée aux conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-comité de la statistique de CODI

8.6 Le Système de comptabilité nationale de 1993 en Afrique

8.7 Questions de fond

8.7.1. Création du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique

8.7.2. Rapport du groupe de travail sur « la statistique et la gouvernance »

8.8 Initiatives de la CEA sur les indices de développement

8.8.1 Division des politiques économiques et sociales (DPES)

- 8.8.2 Centre africain pour le genre et le développement (CAGED)
- 8.8.3 Division de la gestion du développement (DGD)
- 8.9 Initiatives régionales et sous-régionales pour le développement de la statistique en Afrique
 - 8.9.1. Le Système général de diffusion des données du FMI (SGDD)
 - 8.9.2. AFRISTAT (PROSMIC)
 - 8.9.3. Division de la statistique de l'ONU
 - 8.9.4. OIT
 - 8.9.5. La Banque mondiale
 - 8.9.6. Département du développement international (DFID)
 - 8.9.7. PARIS 21
 - 8.9.8. Bureau du recensement des États-Unis
- 8.10. Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la statistique au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005
- 8.11. Divers
- 8.12. Adoption du rapport

9. Sous-comité de la géo-information

- 9.1 Ouverture
- 9.2 Introduction, organisation des travaux et élection du Bureau
- 9.3 Information géographique et gouvernance
- 9.4 Rapports intérimaires sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions de la deuxième réunion de CODI (E/ECA/DISD/CODI.3/1)
- 9.5 Questions de fond, plus particulièrement :
 - 9.5.1 Comité permanent de l'infrastructure des données spatiales pour l'Afrique
 - 9.5.2 Cadre de référence africain
- 9.6 Questions techniques : tendances nouvelles et évolution, plus particulièrement :
 - 9.6.1 Manuel de l'infrastructure des données spatiales pour l'Afrique
 - 9.6.2 Mise en œuvre du Cadre de référence africain
- 9.7 Tendances nouvelles et évolution
 - 9.7.1 Cartographie sur Internet
 - 9.7.2 Imagerie à haute résolution
 - 9.7.3 Nouvelles méthodes de collecte des données à l'aide du Système d'information géographique
- 9.8 Divers
- 9.9 Adoption du rapport et séance de clôture

MANIFESTATIONS SPECIALES :

- SE1 : Colloque sur la mise en place d'un Comité permanent de l'infrastructure des données spatiales pour l'Afrique
- SE2 : Séminaire sur un logiciel provenant de sources librement accessibles pour une amélioration de l'administration en Afrique
- SE3 : Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information
- SE4 : Réunion du Réseau des acteurs africains
- SE5 : Séminaire sur les aspects techniques de la constitution de bibliothèques virtuelles et d'informations électroniques
- SE6 : Groupe de travail sur la statistique et la gouvernance
- SE7 : Prix médiatique de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» et lancement du nœud régional africain du Réseau mondial de ressources en cyberpolitiques (E-Pol-Net)
- SE8 : Séminaires à l'intention des parlementaires éthiopiens
- SE9 : Assemblée générale de l'Association africaine des utilisateurs de Linux
- SE10: Présentation de la version africaine du logiciel CHILD INFO (informations destinées aux enfants) de l'UNICEF
- SE11: Séminaire sur les normes relatives au contenu des données spatiales
- SE12: Programme de la bibliothèque universitaire d'Addis-Abeba en vue du renforcement des informations pour la recherche
- SE13: Séminaire sur la coordination de l'information géographique dans les entreprises
- SE14: Séminaire à l'intention des acteurs éthiopiens du comité national de l'infrastructure des données spatiales
- SE15: Deuxième forum des médias : médias et renforcement des capacités au sein de la société de l'information
- SE16: Réunion inaugurale du Comité consultatif sur la statistique en Afrique
- SE17: Séminaire sur les aspects institutionnels et techniques à l'intention des gestionnaires de systèmes d'information géographique qui ont une vision de l'infrastructure nationale de données géospatiales

Expositions – Séances de démonstrations et d'affichage

- EX1 : Foire de l'Alliance mondiale pour le savoir
- EX2 : Rapports de pays, sur demande

Annexe 3. Liste des organismes observateurs

Union africaine (Éthiopie); AFRISTAT (Mali); Agence de la Francophonie (Bénin); Agence intergouvernementale de la Francophonie (France); Agence canadienne de développement international; CARTEL SÉCURITÉ (France); Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique Centrale (Cameroun); Secrétariat de la CEDEAO (Nigeria); COMESA (Zambie); Projet du Système général de diffusion des données (SGDD) du Département du développement international du RU et du FMI (Kenya); DIAL (France); Institut de recherche pour l'environnement (ESRI, États-Unis); Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (Ghana); Agence fédérale de cartographie et de géodésie (Allemagne); Federal Strategic Consulting (États-Unis); Global Commerce Network INC (États-Unis); Secrétariat de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Djibouti); Institut of Surveying information sur la télédétection et données géographiques (BOKU, Australie); International Affairs (Afrique du Sud); Association cartographique internationale (ACI, Suède); Institut international pour les technologies de l'information (INIIT, Ghana); Bureau international du Travail (BIT Suisse); International Policy Industry (Canada); Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (Australie); Union internationale des télécommunications (Éthiopie); InWEnt-Munich Centre for Aconomic Environmental and Social Statistics (Allemagne); Institut international des levés aérospatiaux et des sciences de la terre (ITC, Pays-Bas); Agence japonaise de coopération internationale (JICA, Japon); Leica Geosystems (Suisse); MAPS Geosystems (Emirats arabes unis); Chambre de commerce de Maurice (Maurice); Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA, Burkina Faso); Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, Éthiopie); UNECA/CEA-SURF (Éthiopie); Commission économique pour l'Afrique (Éthiopie); Secrétariat du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN, Éthiopie); Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP, Éthiopie); Département des affaires économiques et sociales et Division de la statistique de l'ONU (États-Unis); UNICEF ESARO (Kenya); Groupe de travail des Nations sur les technologies de l'information et de la communication (États-Unis); Agence américaine pour le développement international (USAID, Éthiopie); Programme extension du Centre mondial d'information agricole (CMIA/FAO, Ghana); Programme alimentaire mondial (PAM, Éthiopie); Réseau des femmes d'Ouganda (WOUGNET, Ouganda); Banque mondiale (États-Unis); Direction de la coopération au développement (Suisse); Organisation internationale de la Francophonie (OIC, Éthiopie); Centre de développement minier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (SEAMIC, Tanzanie); SURF/PNUD (Sénégal); Nile Basin International Discourse (Ouganda); PARIS21/OCDE (France); Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC, Botswana); Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS, Nigeria); Election B./UNDP (Éthiopie); ESMT/IMPACT-Africa (Sénégal).

Institutions financières

Banque africaine de développement (BAfD, Tunisie); Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest Source (BCEAO, Sénégal); Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC, République centrafricaine).

Institutions universitaires et centres de recherche

Université des Nations Unies (États-Unis); Université de Conakry (Guinée); Université de Kinshasa et Associations congolaise des utilisateurs des logiciels libres (ACOUILL, République Démocratique du Congo); Université de Nouakchott (Mauritanie); University College of Lands and Architectural Studies (UCLAS, Tanzanie); University of Cape Town (Afrique du Sud); University of Dar Es Salaam

(Tanzanie); University of Ghana (Ghana); University of Hannover (Allemagne); University of Ibadan (Nigeria); University of Jos Nigeria (Nigeria); University of Lagos (Nigeria); University of Witwatersrand (Afrique du Sud); Université de Yaoundé (Cameroun) University of Zambia (Zambie); Addis Ababa University (Éthiopie); Advanced School of Management and Information Technologies (Algérie); Alemaya University (Éthiopie); Association des universités africaines (Ghana); Centre for Media Studies & Peace Building (Libéria); Centre de recherches pour le développement international Source (CRDI, Mozambique); Informatique développement et études (Tunisie); Orebro University (Suède); Modern Sciences and Arts University (Égypte); Centre national de documentation (Maroc); Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT, Algérie); Centre d'information et de documentation économique et sociale (CIDES); ministère des finances et de l'économie (Niger); East Africa Statistical Training Centre (EASTC, Tanzanie); École nationale d'économie appliquée (ENEA, Sénégal); École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA, Côte d'Ivoire); École nationale supérieure polytechnique (Cameroun); Direction de la prévision et de la statistique (DPS, Sénégal); Direction de la statistique (Maroc); Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE, Gabon); Direction nationale de la planification (Mali); Centre de calcul El Khawarizmi (Tunisie); Ethiopian Civil Service College (Éthiopie); Human Sciences Research Council (Afrique du Sud); INRIA & LaBRI Université de Bordeaux I (France); Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada); The American University in Cairo (Égypte); PACT Ethiopian Development Resource Centre (Éthiopie).

Institutions gouvernementales et ambassades

Ministère des finances (Gambie); SPA (Éthiopie); Ethiopian Science and Technology Commission (ESTC, Éthiopie); (Ethiopian Mapping Authority (Éthiopie); (Ethiopian Telecommunications Corporation (Éthiopie); Ministère de l'enseignement supérieur (Cameroun); Ministère de la communication de la culture chargé des postes et des télécommunications (Djibouti); Ministère de renforcement des capacités (Éthiopie); Ministère de l'Information de la communication (Namibie); Tunisie Telecom (Tunisie); U.S Census Bureau (États-Unis); National Bureau of Statistics (Tanzanie); Ambassade d'Algérie (Éthiopie); Ambassade de Burkina Faso (Éthiopie); Ambassade du Congo (Éthiopie); Ambassade du Gabon (Éthiopie); National Statistical Institut (Mozambique); Présidence de la République (Sénégal); Presidential National Commission on Information Society and Development (Afrique du Sud); Services du Premier Ministre (Maroc); Technology Promotion Council Government of Assam (Indes); British Council (Éthiopie); U.S. Geological Survey & Global Spatial Data Infrastructure Secretariat; Service des dépenses d'eau de l'État (Côte d'Ivoire); Swedesurvey AB (Suède); Swiss Federal Statistical Office (Suisse); National Urban Planning Institute (Éthiopie); Partenariat pour le développement municipal (PDM, Bénin).

Secteur privé:

Bizsoft (Éthiopie); Computer Systems House (Éthiopie); Concepts Data Systems (Éthiopie); Consultant (Bénin); Cote d'Ivoire telecom aviso (Côte d'Ivoire); CyberSoft plc. (Éthiopie); Ethiopian Airlines (Éthiopie); ICTAfrica (Éthiopie); Information Systems and Technology Management (Malawi); Information Systems Services (Éthiopie); Information Systems Services (ISS, Éthiopie); Information Technology Solutions (ITS, Éthiopie); Mer International Trading (Éthiopie); Mobil Ping Africa (Éthiopie); Open Source in Morocco (OSIM, Maroc); Sambus Company Ltd (Ghana); Online Systems House (Éthiopie); OAKAR Services Ltd. (Kenya).

Médias:

African Media Productions (Pays-Bas); Daily Monitor (Éthiopie); Fenote Selam Newspaper (Éthiopie); Journal N'Djamena-Hebdo (Tchad); Maghreb arab presse agency (Maroc); Maison de la presse de Bujumbura (Burundi); Media Institute of Southern Africa (MISA, Namibie); Radio Afrique Espoir FM (Bénin); Radio IFM (Gambie); Swazi Observer (Swaziland); Trans World Radio (Kenya); Morocco News Agency (Éthiopie); Ethiopian Herald (Éthiopie); National Computer & Information Centre (NCIC, Éthiopie); Network Computer Systems (Ghana); Tesfa Publishers (Éthiopie); Tamesol Communications (Éthiopie); ZCP Information (Burkina Faso).

ONG/OSC:

African Centre for Women Information and Communications Technology (Kenya); African Youth Initiative (AYI, Ghana); Comboni Sisters (Éthiopie); ENDA (Sénégal); Fantsuam Foundation (Nigeria); Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA, Kenya); I.I.C.D. (Pays-Bas); Institut Panos Paris (Congo); PFI Foundation (Éthiopie).

Autres organismes:

AG3L (Gabon); AMULL (Mali); Bokk Jang (Sénégal); CERSGIS (Ghana); CNI-CBINET (Burundi); DRSP (Burundi); EIS-AFRICA (Afrique du Sud); Freelance (Sénégal); Junior Achievement of Nigeria (Nigeria); Ligth of Eda/AP (Éthiopie); LUSA (Éthiopie); MCC (Éthiopie); MENA (Égypte); MoFED (Éthiopie); NASRDA (Nigeria); NIC-MG/AMUL (Madagascar); OCDE (France); OMAC (République Démocratique du Congo); Opus Lingua (Sénégal); Oxford Policy Management (Royaume-Uni); RCMRD (Éthiopie); SAP (Kenya).